



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

# 46217  
**Distr. : GENERALE**

**E/ECA/TPCW.14/L**  
**1er mai 1993**

**FRANCAIS**  
**Original : ANGLAIS/FRANCAIS**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Quatorzième réunion du Comité technique**  
**préparatoire plénier**

**Addis-Abeba (Ethiopie)**  
**26-30 avril 1993**

**PROJET DE RAPPORT**

## **A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX**

1. La quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 26 au 30 avril 1993. La réunion a été officiellement ouverte par Son Excellence Dr. Duri Mohammed, Ministre de la planification et du développement économique du Gouvernement de transition de l'Ethiopie. M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a aussi prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture. Le représentant du Kenya a proposé une motion de remerciement.

2. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres de la Commission indiqués ci-après : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies indiqués ci-après ont également assisté à la réunion : Autriche, Belgique, Canada, Chine, Corée, Cuba, Espagne, Fédération russe, France, Inde, Palestine, République islamique d'Iran, République fédérale d'Allemagne, République fédérale de Yougoslavie, Roumanie, le Saint-Siège, Suède et Turquie.

4. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation maritime internationale (OMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH/HABITA) et Programme alimentaire mondial (PAM).

5. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) était également représentée.

6. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Organisation afro-asiatique pour la solidarité entre les peuples, Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Banque africaine de développement (BAD), Institut supérieur africain d'enseignement et de recherche techniques (AIHTTR), Centre régional africain de technologie (CRAT), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Forum des organisations bénévoles de développement africaines (FAVDO), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Fonds international de développement agricole (FIDA), Institut de formation et de recherche démographique (IFORD), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), Research and Development Forum for Science-Led Development in Africa (RANDFORUM) et Centre régional de formation aux levés aérospatiaux (RECTAS).

7. Un observateur de l'organisation non gouvernementale : Lem était également présent.

8. Le Comité a élu le Bureau suivant :

Président :	Cameroun
Premier Vice-président :	Malawi
Deuxième Vice-président :	Guinée
Rapporteur :	Tunisie

9. Le Comité a, en outre, établi un comité des résolutions à composition non limité dont les membres principaux étaient les suivants :

## **B. ORDRE DU JOUR**

10. Le 26 avril 1993, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

**Thème de la Conférence : L'entrée de l'Afrique dans le vingt et unième siècle : Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et de l'Agenda 21**

1. Ouverture de la réunion.
  - Minute de silence

2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.

**PREMIERE PARTIE. Les perspectives de développement socio-économique de l'Afrique**

4. a) Rapport économique sur l'Afrique 1993;
- b) Objectifs stratégiques pour le développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90;
- c) Stratégies de mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90;
- d) Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90.

**DEUXIEME PARTIE. Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine**

5. Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine.

**TROISIEME PARTIE. L'Afrique après Rio : Mise en oeuvre de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement**

6. Stratégies africaines proposées pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement : une proposition
  - a) Eléments essentiels du Programme africain pour l'environnement et le développement et stratégies pour les traiter;

- b) Mise en oeuvre des stratégies africaines : mise en place de capacités et ressources nécessaires;
- c) Approches africaines pour les négociations sur la convention concernant la lutte contre la désertification.

**QUATRIEME PARTIE. Questions en matière de coopération régionale pour le développement en Afrique**

**7. a) Développement humain en Afrique :**

- i) Programme pour l'application du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique;
  - ii) Rapport intérimaire sur la création du Fonds africain pour la jeunesse;
- b) Programme de gestion du développement pour les années 90 et au-delà
- Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique au cours des années 90
- c) Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 : Position africaine sur les questions dont est saisie la Conférence;
- d) Préparatifs du Sommet social mondial de 1995;
- e) Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain
- f) Transformation de l'infrastructure et des structures:
- i) Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA;
  - ii) Rapport sur la Fondation africaine pour la recherche et le développement qu'il est envisagé de créer (AFRAND);

- g) Promotion de la femme en Afrique :
  - Rapport intérimaire sur la création de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs; la Banque africaine pour les femmes et les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;
- h) Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA;
- i) Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA (ECA-MRAG).

**CINQUIEME PARTIE. Questions concernant les organes statutaires**

- 8. a) Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission;
- b) Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission appelant une décision de la Conférence des ministres.

**SIXIEME PARTIE. Programme de travail et ordre de priorité de la Commission**

- 9. a) Première révision : Plan à moyen terme 1992-1997;
- b) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période 1994-1995;
- c) Evaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique.

**SEPTIEME PARTIE. Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)**

- 10. Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.
- 11. Questions diverses.

12. Date et lieu de la quinzième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
13. Adoption du rapport.
14. Clôture de la réunion.

### **C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX**

#### Allocutions d'ouverture

11. Dans son allocution d'ouverture, S.E. M. Duri Mohammed, Ministre de la planification et du développement économique dans le Gouvernement de transition de l'Ethiopie, après avoir souhaité la bienvenue aux participants à la réunion, a fait observer que des efforts étaient nécessaires pour éviter que l'Afrique soit marginalisée dans l'économie mondiale et les affaires internationales. Comme la cause du problème de l'Afrique était l'échec de son économie, c'était dans le progrès économique que résidait la solution. Si les Etats membres voulaient que leur population continue de croire qu'une amélioration de son niveau de vie était possible, leurs méthodes de gouvernement, leurs systèmes de communication et la société tout entière devaient donner la priorité à l'augmentation de leur capacité de production.

12. M. Duri a noté que si les Etats membres ne trouvaient pas rapidement des réponses aux questions relatives au système de gouvernement, aux attitudes sociales et aux types d'éducation propres à promouvoir le progrès économique, il y avait un danger réel de voir l'Afrique dépassée par le reste du monde. Le monde verrait alors en Afrique un ensemble d'économies chroniquement défaillantes, incapables d'assurer la subsistance des populations. Le monde pourrait également finir par considérer les sociétés africaines comme des entités politiques ingouvernables constamment en proie aux luttes intestines.

13. Se référant au document intitulé Résumé analytique des questions dont est saisie la Conférence, M. Duri a souligné que les pays africains devaient intensifier leurs efforts pour mobiliser les ressources nationales et renforcer leur efficacité économique et leur productivité dans l'utilisation de leurs ressources limitées. Il a également souligné qu'il était important d'apporter un soutien moral enthousiaste aux réformes politiques et économiques en Afrique et a mis l'accent sur le rôle crucial que pouvait jouer la communauté internationale en assurant des flux suffisants de ressources financières vers l'Afrique.

14. M. Duri a fait observer que tous les pays membres reconnaissaient certes l'importance de la solidarité africaine, qui est consacrée par le Plan d'action de Lagos, mais que les Etats africains devaient

accorder plus d'attention aux questions économiques au niveau national. Les stratégies régionales devraient galvaniser la coopération au niveau du continent, par exemple, par le biais du Traité d'Abuja dont l'application devrait déboucher sur l'avènement de la Communauté économique africaine.

15. Evoquant le cas de son pays, le Ministre a déclaré que l'Ethiopie était tout à fait consciente qu'il était dangereux de traiter l'environnement avec mépris, l'économie éthiopienne étant encore dominée par une agriculture paysanne à faible productivité qui n'avait pratiquement pas évolué entre 1974 et 1991. Le défi à relever consistait donc à accroître les rendements et la production agricole sans pour autant dépasser la capacité limite de la terre. Abordant l'histoire récente de l'Ethiopie, il a indiqué que la guerre civile, des politiques économiques erronées et des catastrophes naturelles avaient ravagé l'économie de sorte que la première tâche du Gouvernement de transition avait consisté à réparer les dégâts avant de remettre l'économie sur la voie d'une croissance économique soutenue et durable. A long terme, la stratégie de son pays tendait à ce que l'Etat cède les commandes de l'économie. Tout en continuant d'être globalement responsable du progrès économique, le gouvernement aurait essentiellement un rôle de régulateur ne s'occupant que de certains services économiques et sociaux. Les autres décisions économiques seraient laissées aux agents économiques privés - ménages, sociétés et exploitations agricoles. La première mesure prise dans le sens de cette division fructueuse du travail a consisté à se servir de la politique macro-économique pour établir les équilibres intérieurs et extérieurs et assurer une utilisation efficace des fonds publics. M. Duri a ensuite expliqué que son pays considérait que le secteur rural pouvait être la locomotive de l'économie dès lors que les agriculteurs étaient à présent libres de choisir ce qu'ils voulaient produire, les quantités à produire, les techniques à utiliser et les volumes à commercialiser. Il appartenait à présent au gouvernement de lever tout obstacle au progrès technique.

16. Le Ministre a enfin exprimé l'espoir que le développement du secteur rural permettrait de faire face au problème du chômage qui était dû essentiellement à l'accroissement rapide de la population de son pays. Le modèle fondé sur le développement industriel ne pouvait résoudre ce problème, mais le Gouvernement éthiopien étudiait, à cet égard, des mesures supplémentaires. Evoquant la question de l'aide humanitaire, il a appelé l'attention sur les changements qui intervenaient dans la dimension et la nature des organisations non gouvernementales qui étaient le principal intermédiaire par lequel transitaient les dons. Les ONG aspiraient à être plus qu'une source de fonds caritatifs, souhaitant contribuer au développement à long terme. M. Duri a lancé un appel pour que cette aspiration soit prise au sérieux et que des efforts soient déployés afin de maximiser les flux de ressources acheminées par les ONG.

17. Dans son allocution d'ouverture, M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a souligné l'importance



du Comité technique préparatoire plénier en tant qu'organe clef dans le mécanisme intergouvernemental de la Commission. Il a affirmé sa ferme volonté de collaborer étroitement avec ses membres pour la continuation des réalisations prestigieuses qu'il avait à son actif en tant que source d'idées nouvelles et d'innovations et pourfendeur de l'orthodoxie dans la défense des intérêts économiques et de l'intégrité de l'Afrique.

18. Le Secrétaire exécutif a fait observer que le thème de la dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, "Entrée de l'Afrique dans le vingt et unième siècle : Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et de l'Agenda 21" répondait à deux grands impératifs de l'époque actuelle - l'intégration régionale et le développement écologiquement durable. Ces deux éléments représentaient deux moyens importants de faire face au principal défi que l'Afrique avait à relever : briser le cercle vicieux de la stagnation de l'économie africaine et engager le continent dans la voie d'une croissance et d'un développement accélérés et durables. Bon nombre de questions figurant à l'ordre du jour chargé de la réunion en cours étaient précisément axées sur la recherche de nouvelles procédures et sur l'engagement de toutes les parties concernées en vue de l'application de mesures concrètes visant à promouvoir la croissance et la transformation économique.

19. Le Rapport économique de 1993 soulignait combien il était urgent de poursuivre les efforts de développement économique. Selon les indicateurs figurant dans le rapport, il était évident que les résultats socio-économiques de l'Afrique durant les trois premières années de la décennie laissaient beaucoup à désirer. Cette situation peu reluisante était surtout imputable aux déséquilibres structurels chroniques des économies africaines. Des conflits sociaux et politiques destructeurs et sources de perturbations avaient gravement endommagé une infrastructure fragile. Il était espéré que les efforts en vue du rétablissement de la paix dans les pays concernés seraient consolidés durant l'année, ce qui permettrait de préparer le terrain à la reconstruction, au relèvement et à la réconciliation.

20. Le Secrétaire exécutif a noté que le contexte du développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90 serait très différent de celui de la décennie passée. Il serait modelé par les changements, aussi bien politiques qu'économiques, qui s'étaient opérés depuis la fin de la guerre froide. La question cruciale qui se posait était celle de savoir comment s'adapter à ces changements et comment les gérer pour réaliser les objectifs de l'Afrique en matière de développement. C'était pour cette raison qu'un document directif intitulé "Objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique dans les années 90" avait été établi pour la Conférence. Un certain nombre d'objectifs stratégiques à la réalisation desquels les populations, les gouvernements et les institutions africaines devaient s'atteler avec une plus grande détermination avaient été identifiés dans le rapport. Parmi ces objectifs figuraient : un cadre continental négocié pour la sécurité, la

stabilité et la paix au niveau régional, la création de la Communauté économique africaine, la participation active à tous les processus mondiaux en cours, un programme détaillé pour le renforcement des moyens humains, la redéfinition du rôle de l'Etat en Afrique, le développement durable du potentiel agricole du continent, le développement durable de sa base industrielle, l'amélioration de l'infrastructure continentale en matière de transports, de communications et d'énergie, une nouvelle approche pragmatique de la coopération extérieure de l'Afrique et la mobilisation des capitaux requis.

21. La réalisation de ces objectifs nécessiterait un engagement politique, des sacrifices et un environnement économique international propice ainsi que des ressources financières. Les pays africains devraient en particulier redoubler d'efforts pour mobiliser les ressources intérieures et améliorer l'efficacité de leur utilisation. C'est pour aider les Etats membres dans ce domaine que le secrétariat avait établi un document intitulé "Stratégies pour la mobilisation des ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90". Une conclusion importante du rapport était que, compte tenu de l'objectif de croissance de 6% fixé dans le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, les 51 Etats membres de la CEA auraient besoin de ressources financières extérieures d'un montant de 950 milliards de dollars des Etats-Unis pendant la période 1993-2005. La responsabilité de la mobilisation de ces ressources incomberait à la fois aux populations et gouvernements africains d'un côté, et aux partenaires de l'Afrique dans le processus de développement de l'autre.

22. Le Secrétaire exécutif a noté que presque deux années s'étaient écoulées depuis la signature du Traité historique d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Au cours de cette période, les trois principales organisations régionales de l'Afrique - OUA, CEA et BAD - avaient, dans le cadre du mécanisme du secrétariat conjoint, étroitement collaboré pour mettre en oeuvre le Traité. Le Comité devrait donner des directives quant à la manière de renforcer la collaboration entre ces organisations ainsi qu'avec d'autres organismes participant à l'application du Traité, grâce à une répartition rationnelle des responsabilités. En outre, la réunion offrait une excellente occasion d'examiner collectivement les implications et d'assurer le suivi du Sommet de la Terre de Rio. Les dispositions de l'Agenda 21 stipulaient que le redressement économique, la croissance, la transformation et le développement ainsi que l'amélioration des niveaux de vie devraient être réalisés dans un environnement sain et de façon durable.

23. Soulignant qu'il était nécessaire que l'Afrique établisse un équilibre entre l'intégration économique pour l'exploitation efficace des ressources et l'utilisation durable de celles de la région, le Secrétaire exécutif a préconisé que l'Afrique veille simultanément à disposer de façon adéquate de ressources humaines qualifiées et de ressources institutionnelles appropriées pour promouvoir le type de développement voulu. Dans ce contexte, des stratégies pour la promotion des femmes devraient être formulées et mises en oeuvre.

La Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : Rôle de la femme dans les années 90 représentait un cadre important pour l'accélération des activités en faveur des femmes.

24. Le Secrétaire exécutif a souligné qu'il était extrêmement important de renforcer les compétences en matière de gestion dans le secteur public. A cet égard, le programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90 constituait une importante initiative visant à promouvoir cet objectif.

25. Le Secrétaire exécutif a évoqué les grandes conférences internationales prévues pour les années à venir. Il a exhorté les pays africains à y participer au plus haut niveau à partir d'une position commune. Il a noté qu'en examinant le rapport sur les incidences des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain, les participants à la réunion souhaiteraient peut-être émettre des réserves à propos de leurs résultats éventuels et proposer d'autres options à la place des dispositions proposées au cours des pourparlers. Il attendait des participants à la session en cours de la Commission qu'ils envoient à la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique prévue à Tokyo (Japon) en octobre 1993, un message convaincant soulignant la nécessité pour l'Afrique de bénéficier d'une réduction de la dette, d'une aide publique au développement plus importante et d'un accès accru aux marchés des nations industrialisées à des conditions améliorées.

26. En conclusion, le Secrétaire exécutif a souligné qu'en application de la résolution 726 (XXVII) de la Commission adoptée à la dernière session de la Conférence, le secrétariat avait étudié la possibilité de regrouper les conférences autour de thèmes spécifiques dans un but de rationalisation, afin de réduire au minimum les doubles emplois, de concentrer les ressources et d'encourager une participation au plus haut niveau. A cet égard, le document intitulé "Nouvelle structure proposée pour le mécanisme intergouvernemental de la Commission" était présenté pour examen. De même, une étude sur le renforcement et la rationalisation des institutions parrainées par la CEA avait été établie. Le secrétariat s'efforçait de renforcer ses capacités et d'améliorer la qualité de ses produits, y compris ses publications, la communication avec les Etats qu'il desservait ainsi que d'organiser les carrières de son personnel. La CEA avait lancé une nouvelle stratégie dynamique en vue de resserrer ses liens avec les partenaires qui finançaient traditionnellement ses activités extrabudgétaires et d'entrer en relation avec des donateurs potentiels. La CEA attendait de ses Etats membres eux-mêmes qu'ils montrent leur rattachement au principe de l'autosuffisance en faisant des annonces de contribution au FASNUDA à l'appui du programme de coopération technique de la CEA.

27. Le représentant du Kenya a présenté une motion de remerciements au nom de ses collègues. Il a remercié S.E. M. Duri Mohammed de sa déclaration, dans laquelle il avait décrit les efforts que déployait le Gouvernement de transition de l'Ethiopie en vue de l'édification de la nation éthiopienne et de la démocratisation, et a passé en revue les principaux problèmes économiques que rencontrait l'Afrique. Il a exprimé sa gratitude au Président du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, S.E. M. Meles Zenawi ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'hospitalité réservée aux représentants et pour leur courtoisie. Il a enfin remercié le Secrétaire exécutif de sa déclaration ainsi que le secrétariat de la Commission pour la qualité des documents, leur nombre restreint et pour les efforts déployés pour que la plupart d'entre eux parviennent aux participants bien avant la réunion.

## **PREMIERE PARTIE. LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE**

### **Rapport économique sur l'Afrique 1993** [point 4 a) de l'ordre du jour]

28. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/3 intitulé "Rapport économique sur l'Afrique 1993". Il a félicité le secrétariat pour la qualité du document.

29. Le Comité a examiné l'évaluation la plus récente faite par la CEA des résultats économiques réalisés par l'Afrique en 1992 et des perspectives pour 1993. Il a observé que les résultats économiques de 1992 demeuraient encore faibles, la production réelle totale de la région n'ayant enregistré qu'une croissance de 1,5% venant après une croissance de 2,3% en 1991. Des conflits politiques d'ampleur et d'intensité variées ont eu des répercussions négatives sur les économies des Etats membres en 1992. D'autres facteurs ont contribué aux mauvais résultats, à savoir: les sévères effets de la sécheresse, en particulier en Afrique de l'Est et en Afrique australe et, dans une moindre mesure, en Afrique du Nord; des défauts structurels profondément implantés et les incidences négatives de politiques économiques inadaptées; le fardeau de l'endettement et les flux inverses de ressources; les piètres résultats enregistrés sur le plan des exportations et la détérioration des termes de l'échange; la lenteur de la croissance de l'investissement et les réductions massives opérées dans les programmes d'investissement.

30. Le Comité a noté toutefois avec satisfaction qu'en dépit d'une croissance plutôt faible de la production dans une majorité écrasante de pays africains, une poignée d'entre eux ont réalisé des taux de croissance appréciables en 1992. A l'échelle sous-régionale, les meilleurs résultats ont été obtenus par l'Afrique de l'Ouest, où la production a augmenté de 3,3% en 1992 contre 3,5% en 1991. Les taux de croissance de la production ont été de nouveau négatifs en Afrique centrale, où le PIB a connu une baisse

estimée en moyenne à 1,2% faisant suite à un déclin de 1,5% enregistré en 1991. En Afrique du Nord (y compris le Soudan), les taux de croissance ont été décevants dans l'ensemble, le PIB ne progressant que de 2,1%. La sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qui a souffert d'une grave sécheresse, de la guerre et de conflits intérieurs, allant jusqu'à l'effondrement total de la société organisée et de l'administration centrale dans certains pays, a enregistré un déclin de 2,2% de sa production totale. Le Comité a pris note des mauvais résultats réalisés par l'agriculture en 1992, imputables en très grande partie à la sécheresse dévastatrice qui a sévi en Afrique de l'Est et en Afrique australe au cours de l'année, à la baisse de la production agricole de l'Afrique du Nord et, dans une certaine mesure, au ralentissement de la croissance de la production agricole de l'Afrique de l'Ouest. Le secteur des industries extractives africaines a connu une crise sévère, la tendance au déclin s'étant maintenue en 1992. Comme lors des années précédentes, l'utilisation de la capacité du secteur manufacturier est restée faible, se situant entre 30 et 50% dans la plupart des pays de la région, en raison de goulets d'étranglement structurels tels qu'une forte dépendance vis-à-vis des importations et des limitations liées aux programmes d'ajustement structurel.

31. Par ailleurs, le Comité s'est penché sur l'évolution du secteur du commerce extérieur. Les cours des produits de base ont continué de chuter en 1992, même si le rythme a été beaucoup plus lent. La baisse des cours moyens des produits de base a été de 1,3% en 1992, contre 14,3% en 1991. Par ailleurs, la dette extérieure a atteint 92,6% du PIB régional, soit un pourcentage légèrement inférieur aux 94% enregistrés en 1991. Le service de la dette a représenté 23,7% des recettes d'exportation de biens et services. Cela s'explique partiellement par la réduction de 1 milliard de dollars du montant de la dette. En 1992, les sorties de capitaux hors de l'Afrique se sont accélérées devant les incertitudes politiques, combinées au processus de transition vers la démocratie. Parallèlement, selon les estimations de la Banque mondiale, les flux nets de capitaux à long terme à destination de l'Afrique subsaharienne pour 1992 ont représenté 17,8 milliards de dollars, soit 100 millions de dollars de moins qu'en 1991. Dans le domaine social, le Comité a souligné le fait que les problèmes économiques de la région ainsi que le maintien des programmes classiques d'ajustement structurel compromettaient les efforts entrepris pour satisfaire les besoins de base de la société et améliorer les conditions de vie en Afrique. Il a fait valoir en particulier les méfaits socio-économiques des compressions d'effectifs dans le secteur public, qui se traduisent par un chômage accru et a souligné qu'il s'imposait de traiter le chômage au même titre que les autres.

32. Le Comité a constaté que, dans de nombreux pays, le développement socio-économique continuait d'être ralenti par des conflits internes et par des guerres civiles sans fin. Il a souligné que les Etats membres devaient impérativement éliminer les sources de ces conflits. Il a les a engagés à se pencher sur les mesures recommandées par l'Agenda pour la paix.

33. Le Comité a estimé que les prévisions pour 1993 étaient plutôt optimistes compte tenu des résultats réels de 1992. Malgré cela, le taux de croissance prévu était très inférieur à l'objectif indiqué par le Nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, de 6% par an pendant les années 90. Les résultats économiques obtenus dans le passé montraient qu'il convenait de trouver des solutions concrètes pour réaliser les objectifs énoncés dans le Nouveau Programme. Le Comité a recommandé de prendre des mesures aux niveaux national, sous-régional et régional pour pallier les méfaits des aléas climatiques sur la production agricole. Les pays africains devraient, dans les efforts qu'ils déploient pour rendre le secteur de l'agriculture moins tributaire des conditions météorologiques, s'inspirer des expériences de certains pays, comme le Maroc.

34. Examinant les mesures économiques prises au niveau national, le Comité a reconnu que les divers programmes de stabilisation économique entrepris n'avaient pas été fructueux. A cet égard, il déplorait les incidences sociales négatives des programmes classiques d'ajustement structurel. Le taux de chômage était alarmant et il était indispensable d'appliquer des programmes effectifs de réaffectation parallèlement aux programmes de compression des effectifs du secteur public. Par ailleurs, les participants ont observé que la plupart des pays africains, dans leur recherche de politiques de stabilisation, ne se reportaient pas souvent au Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS), qui avait été adopté par les Etats membres de la Commission.

35. Le Comité a pris note avec satisfaction de l'analyse des problèmes contenu dans le rapport, en faisant toutefois remarquer qu'il fallait mettre en évidence les réalisations positives chaque fois que c'était possible.

36. Le Comité a pris note de la déclaration de la délégation libyenne concernant les conséquences de l'embargo des Nations Unies sur les résultats économiques du pays. Il a invité les Etats membres qui avaient souligné des écarts entre les données présentées dans le rapport et les données nationales à mettre à la disposition du secrétariat de la CEA toutes les données et informations statistiques à jour concernant leurs pays respectifs pour qu'elles soient incluses dans le rapport économique.

37. Le Comité a pris acte du rapport.

#### Objectifs stratégiques pour le développement économique de l'Afrique dans les années 90 [point 4 b)]

38. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion a examiné le document E/ECA/CM.19/4 intitulé "Objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique". Le Comité a noté que le document était important et venait à son heure. La CEA était établie depuis 35 ans et 30 années s'étaient écoulées depuis

la signature de la Charte de l'OUA. Ces deux institutions ont été créées pour promouvoir le développement économique, l'intégration régionale et la coopération politique. Trente ans après cependant, les résultats de l'Afrique en matière de développement et de coopération économiques n'étaient vraiment pas brillants. D'un bout à l'autre du continent, les pays se débattaient dans une situation économique difficile.

39. Le Comité a noté les dix objectifs stratégiques dans les années 80 à savoir un cadre continental négocié pour la sécurité, la stabilité et la paix régionales; l'établissement de la Communauté économique africaine; la participation effective à tous les processus de négociations mondiales en cours; un programme global pour la mise en place des capacités humaines; la redéfinition du rôle de l'Etat en Afrique; le développement durable du potentiel agricole du continent; le développement durable de la base industrielle; l'amélioration des infrastructures du continent en matière de transports, de communications et d'approvisionnement en énergie; une nouvelle approche pragmatique de la coopération extérieure pour l'Afrique; la mobilisation des investissements requis.

40. Le Comité a noté que les objectifs stratégiques identifiés dans le document étaient une synthèse des objectifs de développement figurant dans diverses stratégies et plans d'action pour le développement depuis la Déclaration de Monrovia (1979) jusqu'au nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (1980) en passant par le Plan d'action de Lagos et a noté que le document présenté plaçait ces objectifs qui avaient été établis de longue date, dans le contexte de l'évolution récente en Afrique et dans le monde. Il a également noté que la bonne réalisation des objectifs stratégiques de développement exigeait l'engagement politique au niveau le plus élevé dans les Etats membres et que les ressources nécessaires devaient être mobilisées localement et auprès de sources extérieures.

41. Le Comité a noté l'impact de la mondialisation et fait observer que l'économie mondiale devenait de plus en plus compétitive. Pour leur part, les pays africains introduisaient la démocratie et d'autres réformes tout en appliquant des programmes d'ajustement structurel pour libéraliser leurs économies. Il convenait par conséquent de considérer l'Afrique comme une région en transition - à l'instar d'autres régions subissant une restructuration politique et économique radicale comme par exemple l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique. A ce titre, l'Afrique devrait bénéficier d'une assistance économique accrue tout comme d'autres régions en transition. Le Comité a fait observer que malgré les efforts considérables déployés par l'Afrique pour opérer des réformes, l'assistance qu'elle recevait de la communauté internationale n'était qu'une fraction des ressources qui étaient réservées pour les autres économies en transition.

42. Le Comité a demandé que le dialogue entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs dans le développement soit intensifié afin d'obtenir un soutien international accru aux stratégies de développement

de l'Afrique. A cet égard, il a bien accueilli de la Conférence internationale de Tokyo prévue en octobre 1993. Cette Conférence serait une occasion importante pour la communauté internationale de réaffirmer la solidarité et le soutien au niveau international en faveur du développement de l'Afrique et de s'engager à cet égard. Le Comité a souligné que ce n'était que dans la solidarité internationale avec l'Afrique, en l'aidant par exemple sur la voie du développement durable et de la croissance économique pour qu'elle relève les revenus personnels moyens par rapport à leur faible niveau actuel, que des concepts tels que "Notre avenir commun" peuvent avoir un sens. Il a été noté que l'Afrique était prête à établir des relations avec la communauté internationale sur la base du respect mutuel de la démocratie, des droits de l'homme et de l'économie de marché. Un tel dialogue pourrait être fructueux sur des questions telles que les suivantes : mesures audacieuses pour réduire le lourd fardeau de la dette de l'Afrique; la stabilisation des recettes d'exportation de l'Afrique grâce à l'ouverture des marchés, l'assistance à l'Afrique pour l'aider à diversifier sa base de production et l'amélioration des termes de l'échange; des stratégies de développement pour les pays les moins avancés.

43. Le Comité a cependant souligné que c'était aux africains eux-même de mettre un terme à la marginalisation de leur continent en s'intégrant plus complètement dans l'économie mondiale en vue de récolter des fruits. La mobilisation de ressources intérieures était capitale pour la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique. Le Comité a réaffirmé que c'était aux peuples et gouvernements africains qu'il revenait en premier lieu de traduire ces idées dans la pratique. Les pays africains peuvent jouer un rôle à cet égard en terminant et en prévenant les conflits intérieurs dans tous les pays africains, ce qui permettrait de réduire les dépenses militaires; en parvenant à un large consensus national sur les objectifs et les priorités du développement économique et en restructurant les économies nationales pour accroître la productivité; en favorisant la démocratie, la participation populaire et en appliquant le principe de l'obligation de rendre compte au cours du processus du développement socio-économique de l'Afrique bien qu'il soit reconnu que la façon dont ce consensus est exprimé puisse différer d'un pays à l'autre. Le Comité a constaté que l'Afrique était un riche continent dont les ressources humaines et naturelles n'étaient pas utilisées de façon optimale.

44. Il a en outre souligné que le développement de l'Afrique pourrait être accéléré davantage par des mesures telles que la libération de l'initiative privée créatrice et la stimulation de la productivité pour que l'Afrique devienne compétitive dans l'économie mondiale; la mise en valeur globale des ressources humaines; l'amélioration de la santé de la population pour réduire les années de productivité perdue; l'adaptation de la science et de la technique aux conditions locales; l'amélioration des réseaux de transports, de communications et des systèmes d'approvisionnement énergétiques; le développement du potentiel agricole de l'Afrique en vue d'assurer la sécurité alimentaire et mettre un terme à la malnutrition.



45. Soulignant l'importance qu'il y a à intégrer les 51 économies nationales isolées de l'Afrique, le Comité a noté avec satisfaction que la BAD avait réservé 10% de ses ressources pour le financement de projets multinationaux visant à consolider la coopération régionale. Le Comité a également noté que la CEA ainsi que l'OUA et la BAD coopéraient étroitement dans le cadre de leur Secrétariat conjoint créé en 1989 par une résolution de l'OUA pour promouvoir la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Le Comité a également noté l'importance de la coopération économique et technique Sud-Sud dans la réalisation des objectifs stratégiques.

46. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Stratégies pour la mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90 [point 4 c) de l'ordre du jour]

47. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/5, version préliminaire d'une étude concernant les stratégies proposées pour la mobilisation de ressources financières intérieures et extérieures par les Etats membres pour la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique durant la période 1993-2005. Les besoins de financement extérieur de l'Afrique durant la période sont estimés à 950 milliards de dollars dont 490 milliards pour les obligations au titre du service de la dette et 460 milliards de dollars pour les investissements.

48. Le Comité a souligné les rôles importants des secteurs public et privé africains dans la stimulation du taux d'épargne globale pour l'investissement productif. Le Comité a exhorté les Etats membres à s'inspirer de l'expérience des pays d'Asie qui, en dépit de faibles revenus comparables, ont porté leur taux d'épargne à 30% et dégagé ainsi des ressources intérieures affectées à l'investissement. Il a noté que l'énorme dette extérieure de l'Afrique a imposé une grave contrainte sur son développement. Il fallait que les pays africains négocient avec leurs créanciers et leurs partenaires dans le développement en vue d'obtenir des réductions substantielles du volume de leur dette afin de soutenir leurs efforts de restructuration économique, une condition nécessaire à la réalisation d'un redressement économique et d'un développement durables et solides.

49. Le Comité a noté que la réduction du flux de ressources extérieures pour l'investissement productif pourrait être due à l'insuffisance de la capacité d'absorption et du système d'information. Compte tenu de la baisse continue des cours des produits de base, le Comité a proposé que les Etats membres diversifient leur base de produits d'exportation afin de mieux exploiter de nouveaux marchés.

50. Le Comité a invité les gouvernements africains à créer les conditions favorables à la mobilisation de ressources intérieures, en particulier un environnement politique, social et économique pacifique de manière à affecter des ressources à l'investissement productif. Il a noté que la création de telles conditions était un préalable pour attirer l'investissement étranger direct qui réduirait la dépendance à l'égard des prêts au titre du développement qui ont tendance à aggraver le fardeau de la dette extérieure. Le Comité a également souligné l'importance de la coopération entre les pays africains d'une part, et entre l'Afrique et les autres pays en développement d'autre part, dans le contexte de la coopération Sud-Sud.

51. Le Comité a demandé aux Etats membres de fournir des données/informations nationales actualisées pour permettre au secrétariat de produire une version révisée du document.

52. Le Comité a pris note du document.

Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90 [point 4 d) de l'ordre du jour]

53. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/6 intitulé : "Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90". Il a noté que le document était le rapport du secrétariat sur l'application de la résolution 726(XVII) du mois d'avril 1992, relative au "Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour lui permettre de faire face aux défis qui se posent à l'Afrique dans le domaine du développement dans les années 90", adoptée par la Conférence des ministres de la CEA, à sa dix-huitième réunion.

54. Le Comité a fait remarquer que depuis la dix-huitième réunion de la Conférence des ministres, la CEA avait commencé à prendre des mesures pour renforcer sa capacité interne, intensifier ses programmes d'assistance aux Etats membres afin de promouvoir le développement socio-économique et mieux remplir son rôle de conseiller en matière de politiques économiques et sociales concernant l'Afrique.

55. Le Comité a noté que la réorganisation des programmes de la CEA autour de neuf grands axes avait pour objectif de favoriser la synergie entre les sous-programmes et de renforcer l'impact des programmes de la CEA sur les efforts de développement des Etats membres. Il a noté que le programme de travail de la période biennale 1994-1995 et le plan à moyen terme révisé pour la période 1992-1997 reflétaient cette nouvelle orientation. Il a en outre noté que la CEA avait pris des mesures pour améliorer la qualité de ses produits ainsi que l'efficacité dans leur réalisation. A cet égard, il a noté l'intention de la CEA d'élaborer

et d'appliquer une stratégie cohérente en matière de communications afin d'atteindre les pays membres de la Commission ainsi que les efforts déployés par celle-ci pour améliorer l'efficacité et la compétence de son personnel, par le canal de programmes de formation visant à améliorer leurs qualifications à tous les niveaux.

56. Le Comité a reconnu la nécessité de ressources extrabudgétaires accrues pour la Commission. Il a exprimé son appui aux efforts de la Commission visant à renforcer le dialogue avec les donateurs traditionnels et à rechercher de nouveaux donateurs potentiels.

57. Le Comité a pris acte du rôle de la CEA dans la formulation d'une Position commune africaine au sujet du programme africain sur l'environnement et le développement, en prélude à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (le Sommet de la Terre) tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992. Il s'est également félicité du rôle que la CEA jouait pour aider à définir une position commune africaine en préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement devant se tenir au Caire en 1994, du Sommet social mondial de 1995 et de la quatrième Conférence mondiale sur la femme devant se tenir eux à Beijing en 1995.

58. En ce qui concerne les bras opérationnels de la CEA, c'est-à-dire les MULPOC, le Comité a constaté que dans le contexte de l'opération de restructuration, des ressources devraient être affectées aux MULPOC pour leur permettre de devenir de véritables organes de liaison pour la collecte, l'analyse et la diffusion d'information sur tous les aspects de la coopération et de l'intégration économiques. Il a souligné que les MULPOC devraient programmer leurs propres activités en étroite consultation avec les OIG sous-régionales dont les priorités devraient être prises en considération dans les activités des MULPOC. Il a en outre noté que les activités des MULPOC devraient compléter le programme de travail des divisions organiques de la CEA, notamment pour ce qui est de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine ainsi que d'autres activités d'intégration économique.

59. Le Comité était également d'avis qu'au niveau sous-régional, les cinq MULPOC de la Commission, après avoir été dûment renforcés, devraient servir d'organes de liaison pour la coordination et l'intégration des activités inter-Etats des Nations Unies.

60. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à renforcer le rôle de chef de file et de coordination de la CEA au niveau régional, pour les activités de l'ONU en Afrique. A cet égard, il s'est félicité des rapports récents du Secrétaire général aussi bien au Conseil économique et social qu'à l'Assemblée générale sur ses intentions de "renforcer les commissions régionales".

61. Le Comité a noté que, dans l'exécution de ses fonctions, la CEA avait instauré une programmation commune et des relations de travail formelles avec un certain nombre d'institutions spécialisées et autres services du système des Nations Unies, notamment, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Unesco et le FNUAP. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à renforcer ces relations et a indiqué qu'il fallait donner à la Commission l'autorité et les ressources nécessaires pour faire de la coordination une réalité. Il a indiqué que l'Equipe spéciale interinstitutions qui supervisait la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, avait des possibilités dans ce domaine. Le Comité a par ailleurs souligné la nécessité pour l'Equipe spéciale d'être dûment renforcée, aussi bien au niveau de l'autorité qu'à celui de la représentation afin qu'elle puisse jouer un rôle actif en tant que catalyseur dans la planification et la programmation communes ainsi que dans la définition des priorités, l'allocation de ressources et l'exécution des programmes.

62. Réaffirmant le lien évident existant entre paix, sécurité et développement économique et social, le Comité a pris acte des activités proposées de la Commission dans les domaines cruciaux du relèvement et de la reconstruction, en plus du développement et de la transformation à long terme. Le Comité a cependant mis en garde la CEA, lui demandant d'agir avec prudence dans le domaine des processus de paix et du règlement des conflits afin d'éviter le chevauchement avec d'autres organismes tels que l'OUA dont le mandat couvrait ce domaine. Il a reconnu qu'un rôle avait été assigné à la CEA dans l'Agenda pour la paix pour ce qui est des systèmes de prévision météorologique avancée, le relèvement et la reconstruction.

63. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à faire en sorte que la restructuration et le renforcement de la CEA reflètent les priorités de l'Afrique. Il a également souligné que la Commission devrait continuer de servir d'organe de réflexion en matière de politiques socio-économiques pour les pays africains, faisant ainsi ressentir sa présence dans les Etats membres.

64. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

## **DEUXIEME PARTIE. Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine**

### **Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (point 5 de l'ordre du jour)**

65. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/7 intitulé "Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine". Il a noté que la coopération régionale

et l'intégration économique étaient capitales pour le développement économique accéléré de l'Afrique. A cet égard, les institutions régionales et sous-régionales auraient un rôle clé à jouer en la matière. Le Comité a souligné la nécessité de prendre en compte la dimension de l'intégration économique régionale dans l'exécution des programmes d'ajustement structurel.

66. Le Comité a reconnu l'importance du rôle du secteur privé dans l'intégration économique et a fait observer que les mécanismes gouvernementaux tout comme les institutions privées telles que banques et chambres de commerce devraient recevoir une attention égale dans la planification de l'institution de la Communauté économique africaine. Il a souligné la nécessité de créer, là où il n'en existait pas encore, des mécanismes institutionnels nationaux servant de centres de liaison pour traiter des questions liées à l'intégration économique régionale. Afin de promouvoir le processus d'intégration économique, le Comité a insisté sur le fait que les Etats membres devraient poursuivre des politiques économiques nationales en vue d'harmoniser les politiques économiques aux niveaux national et sous-régional de façon à élargir leurs marchés.

67. En notant que la mise en oeuvre du Traité d'Abuja exigerait la création d'un certain nombre d'institutions, le Comité a suggéré qu'il conviendrait d'accorder l'attention requise à la nécessité d'établir un rang de priorité dans la création de ces institutions et de les rationaliser afin de réduire le fardeau financier des Etats membres. A cet égard, le rôle du secrétariat conjoint et des MULPOC dans la mise en oeuvre du Traité s'agissant des diverses activités, notamment la diffusion de l'information, devait être renforcé.

68. Le Comité a souligné que si un prélèvement de 1% sur les importations provenant de pays non africains au titre du financement soutenu de la mise en oeuvre du Traité était acceptable, cette question méritait cependant d'être examinée de façon plus approfondie. Il a par ailleurs noté qu'une mobilisation des ressources intérieures et extérieures serait nécessaire. A cet égard, l'expérience des pays d'Asie du Sud-est qui entretenaient des rapports constants de partenariat avec les bailleurs de fonds pourrait être examinée de manière à en tirer les leçons appropriées.

69. S'agissant des comités d'action envisagés pour la mise en oeuvre du Traité, les participants ont indiqué que le rôle, la composition, le financement et le degré de responsabilité de ces comités devraient être plus clairement définis. Le Comité a reconnu que le renforcement des communautés sous-régionales était essentiel pour l'édification de la Communauté économique africaine. Pour ce faire, le libre mouvement de biens et services ainsi que des personnes et l'amélioration des systèmes de transports et de communications

aux niveaux national et sous-régional devraient être rapidement assurés de façon à favoriser l'intégration économique au niveau sous-régional.

70. Le Comité a reconnu que les questions monétaires étaient un facteur clé dans le processus d'intégration économique. Il a recommandé qu'une étude soit menée sur les incidences et l'opportunité de l'établissement d'une monnaie commune pour le continent, dans le cadre de la Communauté économique africaine. Jusqu'à ce qu'une telle initiative voit le jour, des chambres de compensation et un système de compensation des fonds au niveau sous-régional seraient utilisés entre les pays. Le Comité s'est félicité des progrès réalisés dans la création par la BAD de la Banque africaine d'import-export (AFREXIM Bank) pour laquelle une contribution d'un montant de 100 millions de dollars E.-U. avait déjà été annoncée, ce qui constituait une étape importante dans la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Les participants ont noté que l'Algérie avait déjà fait une souscription initiale d'un montant de 50 millions de dollars pour la création de cette banque. Le Comité a fait ressortir le rôle central de la BAD dans le processus d'intégration économique. Il a noté l'institutionnalisation de réunions bi-annuelles du secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD et a fait observer que le secrétariat conjoint était un instrument important pour le suivi de la mise en oeuvre du Traité.

71. Le Comité a souligné la nécessité de populariser le Traité d'Abuja et a invité les institutions nationales appropriées ainsi que les organisations régionales et sous-régionales à promouvoir ce processus par l'organisation de séminaires et de conférences et la diffusion des informations appropriées. Le Comité a noté que seuls 22 pays avaient déposé leurs instruments de ratification tandis que deux ou trois autres avaient ratifié le Traité sans déposer lesdits instruments. Il a exhorté le secrétariat conjoint à finaliser le plus rapidement possible les protocoles en suspens, car il se pourrait que certains pays attendent d'avoir ces protocoles avant de ratifier le Traité. Il a recommandé que toutes les mesures touchant à la création de la Communauté économique africaine soient laissées aux organisations africaines.

72. Le Comité a fait observer que l'on ne disposait pas de suffisamment d'informations sur les activités et les réalisations de certaines organisations sous-régionales, en particulier la ZEP, la CEDEAO et l'UMA. La délégation algérienne a appelé l'attention du Comité sur les progrès réalisés par les pays du Maghreb dans le processus d'intégration. Dans ce cadre, référence a été faite aux réunions périodiques du Comité de suivi de l'UMA, à la mise en place du "Madjless Echoura" auquel participent les parlementaires du Maroc, de la Tunisie, de la Mauritanie, de la Libye et de l'Algérie. Le Comité a été informé de la création en Algérie d'un ministère de la coopération chargé des affaires maghrébines et qu'il serait possible pour le secrétariat de la CEA d'obtenir auprès du Secrétaire général de l'UMA des informations à jour sur les progrès réalisés par les pays de l'UMA pour dans leur processus d'intégration régionale.

73. Le Comité a souligné l'absence d'informations sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Traité depuis juin 1991. Il a ensuite proposé une refonte des paragraphes 42, 43 et 52 du document de façon à les actualiser.

74. Le Comité a noté que l'assistance prêtée à diverses ONG par certaines institutions spécialisées des Nations Unies était une étape importante dans le processus d'intégration économique. Il a souligné que tous les types d'initiatives aux niveaux national et international devraient être envisagés et encouragés. Il a ensuite félicité le PNUD pour les ressources affectées à la coopération régionale et à l'intégration économique durant son cinquième cycle de programmation, en particulier pour la promotion des échanges, l'industrie et le développement des transports et communications.

75. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

### **TROISIÈME PARTIE. L'Afrique après Rio : incidences de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement**

#### Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) : proposition (point 6 de l'ordre du jour)

- a) Eléments essentiels du programme africain pour l'environnement et le développement et stratégies pour les traiter;
- b) Mise en oeuvre des stratégies africaines : mise en place de capacités et ressources nécessaires;
- c) Approches africaines pour les négociations sur la convention relative à la lutte contre la désertification.

76. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/8 intitulé "Stratégies africaines proposées pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la CNUED : proposition". Il a noté les sept préoccupations majeures de l'Afrique dans le programme africain pour l'environnement et le développement, à savoir la maîtrise de l'évolution et des pressions démographiques, la réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires, l'utilisation efficace et équitable des ressources en eau, la recherche d'un meilleur rendement de l'énergie et d'une plus grande autonomie énergétique, l'optimisation d'une production industrielle

écologiquement saine, la gestion des espèces et des écosystèmes ainsi que la prévention et l'inversion du processus de désertification.

77. Il a exprimé sa préoccupation devant l'importance relative accordée à la répartition de la population par rapport au taux de croissance démographique élevé, étant donné qu'un objectif commun des politiques en matière de population dans les Etats membres consistait à harmoniser les taux d'accroissement démographique et ceux de croissance économique. Il savait qu'un accroissement continu du taux d'accroissement démographique aggraverait la pauvreté et la dégradation de l'environnement. La tâche incombait aux gouvernements africains de faire en sorte que leurs mesures en matière de population soient adaptées aux problèmes de population identifiés. Les politiques démographiques n'étaient pas en elles-mêmes susceptibles de résoudre les problèmes de pauvreté, de chômage et de répartition inégale du revenu. Elles devaient être formulées et appliquées simultanément avec d'autres tendant à combattre les causes ultimes de la dégradation de l'environnement - pollution, guerres, etc..

78. Le Comité a fait observer que le manque de politiques détaillées et de programmes complets aux niveaux national et régional était un obstacle majeur au développement agricole et rural durable en Afrique. Les politiques des prix et les politiques fiscales peu appropriées poursuivies au fil des ans avaient encouragé une utilisation excessive des intrants extérieurs, la surexploitation des terres ainsi que des méthodes culturales et des systèmes d'élevage contribuant à dégrader l'environnement. Il a été fait remarquer que le fardeau de la dette avait obligé bon nombre de gouvernements africains à s'efforcer d'accroître les recettes d'exportation en augmentant la production de cultures commerciales. Des modifications importantes ont été préconisées dans les politiques agricoles, environnementales et macro-économiques aux niveaux national et international pour créer les conditions nécessaires à l'accroissement de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires.

79. Le Comité a fait observer que le secteur urbain n'arrivait pas à jouer son rôle stratégique dans la relance du développement social et économique en Afrique à cause de l'incapacité des gouvernements d'améliorer la productivité urbaine et d'utiliser à leur avantage, dans leurs politiques de développement à long terme, les fruits potentiels de l'urbanisation. Deux domaines prioritaires à traiter étaient l'amélioration de la gestion urbaine ainsi que la formulation et l'application de politiques nationales de l'habitat, en tenant particulièrement compte des besoins des pauvres des zones urbaines. Le Comité a suggéré que le rôle du PNUD dans la facilitation et la coordination du volet constitution de capacités de l'Agenda 21 eu égard à la Capacité 21 en tant que cadre pour élargir sa collaboration future avec les autres organismes des Nations Unies, soit pleinement mis à profit.



80. Le Comité a reconnu la nécessité de veiller à une utilisation efficace et équitable des ressources en eau. Dans l'ensemble des pays, il y avait une demande d'eau croissante en raison de l'accroissement de la population, de la rapide urbanisation, des besoins en matière d'industrialisation et d'irrigation. Il était nécessaire de s'évertuer à lancer un programme systématique de renforcement des réseaux existants concernant les ressources en eaux et d'en créer de nouveaux pour l'évaluation de la quantité et de la qualité des ressources en eau de surface et en eaux souterraines. Un effort s'imposait pour comprendre les effets des fluctuations climatiques sur les ressources en eau douce. En outre, tous les pays devaient disposer de programmes de lutter contre la pollution de l'eau. Afin d'améliorer la gestion et la conservation des écosystèmes et lutter contre la dégradation de l'environnement liée à l'eau, le Comité a pris note de deux objectifs de développement majeurs : la gestion, l'utilisation et la répartition efficaces, équitables et durables des ressources en eau et des bassins hydrographiques nationaux comme internationaux; et la constitution et le renforcement de bases de données pour la comptabilité des ressources en eau.

81. Le Comité a estimé que l'énergie de la biomasse aurait dû être traitée séparément des autres sources d'énergie puisque leurs effets sur l'environnement étaient différents. Il a fait observer que la plupart des vastes ressources en énergie fossile et renouvelable dont l'Afrique était dotée n'étaient pas encore mises en valeur pour profiter à la majorité de la population tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Moins de 4% de l'énergie hydro-électrique de l'Afrique était exploité jusque là tandis que l'énergie géothermique considérable, les niveaux élevés d'ensoleillement durant toute l'année et l'énergie éolienne potentielle substantielle restaient également inexploités. Malheureusement, la plupart des pays africains importaient toute l'énergie nécessaire et toute la technologie d'utilisation finale, à l'exception de la simple biomasse. Dans ce contexte, le Comité a signalé que le document aurait dû également examiner les questions relatives au transfert de technologie, en ajoutant et que les technologies simples et non polluantes étaient préférables. Il a souligné qu'un objectif prioritaire du secteur de l'énergie était la nécessité de réaliser une sécurité et une autosuffisance énergétiques plus grandes et durables en tant que préalables de la sécurité alimentaire en milieu rural et urbain ainsi que satisfaire d'autres besoins en énergie pour divers secteurs de développement.

82. Le Comité a fait observer que les problèmes écologiques dans le secteur industriel tenaient essentiellement au fait que l'investissement par les gouvernements était principalement orienté vers l'économie d'exportation. La gestion de l'environnement n'avait pas bénéficié de l'attention qu'elle méritait, l'accent étant mis sur la survie de l'entreprise plutôt que sur des méthodes de production écologiquement rationnelles. Il a réaffirmé que l'autosuffisance exigeait qu'un soutien particulier soit apporté aux industries qui répondaient mieux aux besoins locaux par une utilisation optimale des ressources et de la main-d'oeuvre locales. Les technologies choisies devraient avoir des effets moins néfastes sur l'environnement. Les

industries artisanales devraient servir de base au développement autosuffisant et autonome. Le Comité a indiqué que les agro-industries auraient dû être traitées dans le document en tant que base de l'industrialisation. Il a en outre fait remarquer que le secteur industriel avait besoin d'un soutien spécial des secteurs privé et public et exigeait la promotion de modes de consommation encourageant l'investissement.

83. Il a noté l'effet du déboisement sur l'environnement. La surexploitation des ressources résultait de multiples raisons, notamment de la nécessité de survivre, car la majorité de la population était essentiellement tributaire des ressources naturelles. Les questions environnementales semblaient liées à la détérioration des établissements humains. Le Comité a recommandé l'amélioration de la gestion urbaine et locale par l'administration. Il a souligné la nécessité de faire en sorte que les programmes dans la gestion des écosystèmes garantissent l'utilisation de ces derniers en tant que ressources renouvelables. Ces programmes devraient tendre à la conservation, à la protection, le cas échéant, et à la gestion sur une base durable des espèces et des écosystèmes menacés d'extinction. De plus, les programmes devraient viser à maintenir la diversité biologique en tant qu'élément majeur du patrimoine naturel et facteur important du développement économique futur.

84. Le Comité a souligné l'importance de la prévention et de l'inversion du processus de désertification. Il a préconisé des plans d'action pour lutter contre la désertification et la sécheresse et intensifier les efforts et les programmes dans le domaine de la protection de l'environnement. Des mesures s'imposaient pour régénérer et améliorer les systèmes agro-pastoraux en vue de la gestion durable des parcours, et pour assurer d'autres moyens d'existence. Les objectifs ci-après ont été soulignés par le Comité dans la lutte contre la désertification en Afrique : promouvoir la création de centres nationaux de coordination de l'information sur l'environnement et/ou renforcer les centres déjà existants; faire en sorte que les systèmes nationaux d'information sur l'environnement pour la lutte contre la désertification et la sécheresse soient reliés entre eux par le biais d'un réseau opérant aux niveaux sous-national, régional et interrégional; renforcer les réseaux régionaux et mondiaux d'observation systématique parallèlement à la mise en place de systèmes nationaux pour l'observation de la dégradation des terres et de la désertification causées aussi bien par les changements climatiques que par l'action humaine et identifier les domaines d'action prioritaires. Les participants ont également mis l'accent sur la nécessité pour les Etats membres africains de prendre une part active aux négociations relatives à la convention sur la lutte contre la désertification, étant donné que la demande pour l'adoption d'une telle convention émanait de la Position commune africaine.

85. Le Comité a noté qu'un montant total d'environ 80 milliards de dollars E.-U. était nécessaire pour l'exécution des sept programmes sectoriels prioritaires durant la période 1993-2005. Sur ce montant, environ 25% devaient provenir de la communauté internationale tandis que les Etats membres auraient à

obtenir environ 60 milliards de dollars de sources intérieures. Le Comité s'est donc déclaré préoccupé, se demandant s'il était possible d'obtenir des montants aussi élevés, et a exhorté les Etats membres à étudier d'autres moyens de mobiliser les ressources requises.

86. A cet égard, il a convenu que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en tant que source majeure de financement des programmes de l'Agenda 21, devrait être réexaminé et réaménagé afin de tenir compte des préoccupations prioritaires de l'Afrique, grâce à l'élargissement de la portée dudit Fonds pour y inclure la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse. Outre l'augmentation nécessaire de l'assistance bilatérale pour l'environnement et le développement, le Comité a proposé que des mesures soient prises pour annuler les dettes publiques bilatérales ainsi que les dettes semi-publiques et au titre de crédits à l'exportation, réduire substantiellement avec l'assistance des pays donateurs, la dette contractée auprès des institutions financières multilatérales et allouer des ressources nouvelles et additionnelles pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21.

87. Le Comité a également noté l'insuffisance générale des ressources humaines et des capacités institutionnelles pour l'ensemble des sept programmes sectoriels prioritaires de la mise en oeuvre de l'Agenda 21. Pour améliorer la situation, il est proposé que les Etats membres :

a) Améliorent et restructurent leurs processus de prise de décisions afin que l'examen des questions socio-économiques et environnementales puisse être pleinement intégré et qu'une plus grande participation publique au processus de développement puisse être assurée, et

b) Revitalisent leurs structures institutionnelles pour faire face aux nouvelles exigences de promotion d'un développement écologiquement rationnel et durable.

88. Le Comité a noté que plusieurs actions avaient été entreprises par les Etats membres depuis Rio, notamment la création d'institutions nationales pour la gestion de l'environnement dans les activités de développement et l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'ateliers sur l'environnement et le développement à l'intention des agents du développement et de la population en général. Les Etats membres se sont cependant préoccupés des moyens de mobiliser un financement extérieur supplémentaire et d'acquérir des technologies pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 au niveau des pays.

89. Le Comité a reconnu l'existence de plusieurs institutions sous-régionales et régionales dont les mandats permettaient la mise en oeuvre de l'Agenda 21 mais ces institutions ne disposaient pas des capacités

nécessaires pour exécuter leurs programmes. A cet égard, le Comité a exhorté les Etats membres et les partenaires dans le développement de l'Afrique à fournir à ces institutions le soutien institutionnel nécessaire.

90. S'agissant de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, le Comité a fait remarquer qu'en dépit du fait que la formation sur les divers aspects de l'environnement et du développement était importante, l'affectation appropriée de la main-d'oeuvre qualifiée aux activités de développement était essentielle pour réaliser un développement durable.

91. Le Comité s'est félicité des rapports des partenaires dans le développement de l'Afrique, des institutions intergouvernementales et des organisations internationales sur leurs activités depuis Rio et de leurs programmes futurs pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 dans les domaines du renforcement des capacités, des transferts de technologie et de la mise en valeur des ressources humaines.

92. Le Comité a souligné la nécessité de promouvoir les capacités des Etats membres dans la mise en oeuvre de l'Agenda 21 dans tous les domaines prioritaires, notamment pour l'établissement et le renforcement des institutions pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines aux niveaux national, sous-régional et régional. Pour que ces activités soient bien menées, des ressources techniques et financières extérieures étaient nécessaires pour compléter les efforts des Etats membres.

93. En outre, le Comité est convenu que la coopération entre les gouvernements, les institutions nationales, les ONG et les communautés locales au niveau national contribuerait notablement au perfectionnement de la main-d'oeuvre et au renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en oeuvre de leurs activités en matière d'environnement et de développement. Ces efforts des Etats membres profiteront beaucoup de la coopération entre les pays africains et de leurs partenaires dans le développement.

94. Le Comité a pris note de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 et du paragraphe 60 e) de la Position commune africaine sur l'Agenda 21 qui demandait l'établissement (avant juin 1994) d'un Comité intergouvernemental de négociation (CIN) pour l'élaboration d'une convention internationale pour la lutte contre la sécheresse et la désertification par l'implantation de ceintures vertes au nord et au sud du Sahara et dans le désert du Kalahari. En particulier, du fait que le problème de la sécheresse et de la désertification n'était pas seulement technique mais également une question de développement influencée par, entre autres facteurs, l'état de l'économie mondiale, le Comité a insisté pour que les négociations (par les gouvernements africains) pour la convention comportent des modalités pour éliminer la pauvreté grâce à un développement durable; promouvoir d'autres types des moyens de subsistance (à long terme) pour les populations; pour réaliser un consensus sur le rôle des institutions multilatérales dont

les ONG et le secteur privé; et évaluer le processus de désertification et son interaction avec le changement climatique.

95. Pour réaliser ces objectifs de développement, le Comité a invité les gouvernements des Etats membres à établir et/ou renforcer les systèmes nationaux d'information sur l'environnement pour analyser les données sur l'environnement; à adopter des politiques nationales sur la gestion des ressources en terres; à créer des associations au niveau local pour promouvoir le crédit rural, mobiliser l'épargne rurale, gérer les champs communs, fournir des stimulants aux petits exploitants agricoles notamment les femmes; à réaliser des études socio-économiques de base sur les ressources/régimes fonciers, les pratiques traditionnelles de gestion des terres et les caractéristiques des systèmes de production; à effectuer un inventaire des ressources naturelles et de leur état de dégradation; à partager l'information sur les autres moyens de subsistance avec d'autres régions agro-écologiques et concevoir des stratégies pour faire face aux insuffisances dans les périodes de pénurie.

96. Le Comité a pris note de l'assistance qui pourrait être fournie en vue de l'élaboration de la convention et de la mise en oeuvre de ses modalités par le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD).

97. Certains représentants ont soulevé la question de la lenteur des progrès enregistrés depuis la Conférence de Rio en ce qui concerne la préparation de la convention. A cet égard, le Comité a été informé des activités entreprises dans certains Etats membres en vue de l'élaboration de la convention. La Tunisie a informé le Comité qu'en sa qualité de membre du CIN, elle mettrait se servirait de son expérience pour défendre l'intérêt de tous les Etats africains ainsi que la Position commune africaine. L'Algérie a indiqué qu'elle avait élaboré un projet de convention et qu'elle le mettrait à la disposition du bureau du CIN comme un guide pour l'adoption d'une position commune des Etats membres.

98. Le Comité a également été informé que l'OUA avait mis sur pied un comité ad hoc sur une base sous-régionale afin de fournir l'appui juridique et politique nécessaire à la convention.

99. Le Comité a ensuite demandé à la CEA de soutenir les efforts susmentionnés de l'OUA, d'aider à recueillir des fonds pour la participation des Etats membres servant au CIN et coopérer au niveau ministériel de l'OUA pour évaluer l'ensemble des négociations.

100. Le Comité a également noté que dans la mise en oeuvre de l'Agenda 21, des responsabilités spécifiques avaient été données à un certain nombre d'institutions des Nations Unies qui étaient actives en

Afrique. Le fait que la CEA et le PNUE aient tous deux leurs sièges en Afrique constituait une justification supplémentaire d'une coopération étroite entre les institutions pour faire face aux préoccupations liées au développement durable en Afrique. Le Comité a exhorté les Etats membres à élaborer des programmes nationaux et à convenir des modalités pour la coordination interministérielle ainsi de la coopération étroite à avoir avec le secrétariat de la CEA pour l'établissement du rapport de l'Afrique à la Commission du développement durable. Le Comité a également prié le Secrétaire exécutif de la CEA de continuer à assurer une direction vigoureuse et efficace au sein du système des Nations Unies et à prendre l'initiative de mettre en place un cadre pour le suivi et la coordination interinstitutions conjoints des activités de la CNUED en ce qui concerne l'Agenda 21.

101. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

#### **QUATRIEME PARTIE. QUESTIONS EN MATIÈRE DE COOPERATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

##### **Développement humain en Afrique [point 7 (a) de l'ordre du jour]**

##### **i) Programme pour l'application du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique**

102. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/9, relatif à un programme de développement humain pour l'Afrique dans les années 90. Il a noté que la situation actuelle de l'Afrique en matière de développement humain se caractérisait par une détérioration généralisée des conditions de vie. Maladies, analphabétisme, sous-alimentation et malnutrition, chômage et misère continuaient alors que des niveaux déjà alarmants ont été atteints à la fin des années 80. Il a également noté que toute amélioration significative et continue des conditions sociales exigeait que l'on mette en oeuvre avec la plus grande rigueur une stratégie complète et intégrée de développement et de transformation structurelle, dont les préoccupations en matière de développement humain formeraient le noyau. Les priorités de cette stratégie centrée sur le facteur humain devraient être les suivantes: renforcer les capacités humaines par le biais de l'éducation et de la formation professionnelle et favoriser des comportements adaptés et compatibles avec les besoins et les aspirations sur le plan de l'Afrique du développement; créer des emplois productifs et des possibilités de création de revenus; lutter contre la faim; mettre les services de santé, l'alimentation en eau potable, l'assainissement et le logement à la portée d'un plus grand nombre; promouvoir la participation de la population au développement et à la conduite des affaires de l'Etat; consolider la société civile; parvenir à la sécurité alimentaire et à l'autosuffisance alimentaire

103. Par ailleurs, le Comité a noté qu'un tel programme exigerait un effort extrêmement important de mobilisation de ressources et d'investissement dans le développement humain. Les pays africains seraient les premiers responsables de cet effort. Au niveau national, il serait possible de se procurer ces ressources en réaffectant les fonds publics, en luttant contre la fuite des capitaux, en améliorant le rendement de la gestion publique et en favorisant la participation du secteur privé aux activités économiques. En outre, les organisations non gouvernementales et autres partenaires dans le développement auraient un rôle primordial à jouer. D'autres formes d'assistance pourraient être étudiées, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des "dividendes de la paix", la conversion de la dette en aide au développement humain, la réforme de l'APD et de la conversion de l'aide militaire en aide au développement. Finalement, le Comité a été informé du projet d'établissement d'un fonds régional de développement humain.

104. Après avoir félicité le secrétariat pour la qualité du document, le Comité a recommandé de prendre en considération, lors de la mise au point finale, les observations suivantes: s'agissant du fonds régional de développement humain que l'on envisage de créer, le Comité, bien que favorable à l'idée, mettait en garde contre la prolifération des fonds. Par ailleurs, il demandait que le document soit axé de façon plus spécifique sur les problèmes des femmes africaines, conformément à la Déclaration de Genève sur le rôle des femmes rurales dans le développement. Des participants ont estimé que l'importance de la formation professionnelle aurait justifié un titre à part, ainsi qu'il avait été fait pour les autres domaines dans la section du document consacrée à l'éducation au service du développement. Le Comité a observé que l'amélioration des soins de santé devait être considérée à la fois comme un droit fondamental de l'homme et un facteur contribuant à élever la production et la productivité. En outre, le Comité a vivement recommandé que ce document figure parmi les documents de travail de la prochaine réunion des ministres africains responsables du développement humain. Il a attiré l'attention du secrétariat sur un certain nombre de modifications de formulation proposées et sur des corrections qu'ils convenait de refléter dans le document. Il a aussi pris note du fait que le "Consensus de Dakar", adopté par la Conférence internationale sur l'assistance aux enfants africains, tenue récemment à Dakar par l'OUA et l'UNICEF avec la coopération de la CEA, serait présenté à la dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

105. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

- ii) Rapport intérimaire sur la création du Fonds africain pour la jeunesse [point 7 a) ii) de l'ordre du jour]

106. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/10 relatif à la création d'un fonds africain pour la jeunesse. Il a noté qu'il s'agissait d'un rapport intérimaire et a demandé qu'une étude de faisabilité

approfondie soit effectuée, prenant en considération les modalités pratiques de la collecte et de l'administration des fonds. A cet égard, le Comité a mis en garde contre la prolifération des fonds et a fait observer que plusieurs institutions financières, telles que le Fonds agricole pour la santé, ne fonctionnaient pas correctement faute de fonds. Il a recommandé d'étudier de façon approfondie la possibilité de créer le fonds africain pour la jeunesse dans le cadre d'un "guichet" d'une institution déjà existante, comme la BAD. Le Comité a précisé que l'étude de faisabilité devrait porter tant sur le volet social que sur le volet commercial pour que la viabilité du fonds soit assurée. Il a déconseillé de regrouper le fonds pour la jeunesse et le fonds que l'on envisage de créer pour les femmes dans un seul "guichet". Par conséquent, les projets de création de revenus devraient bénéficier d'une forte priorité. De plus, le Comité a suggéré que la méthodologie du financement soit revue en tenant compte des sources appartenant à des organisations internationales, des Etats membres et des jeunes eux-mêmes.

107. Le Comité a souligné la nécessité d'une coopération entre les divisions compétentes de la CEA pour la création de la banque pour les femmes et du fonds pour la jeunesse. Il a demandé au secrétariat d'enrichir l'étude en tirant parti de l'expérience tentée par le Maroc avec son Fonds de soutien à la jeunesse, de celle tentée par le Cameroun avec le Projet de soutien aux jeunes promoteurs, le Fonds national pour l'emploi, les Projets artisanaux productifs pour les femmes et le Centre de création de petites entreprises, ainsi que de l'expérience de la Tunisie dans ce domaine.

108. Finalement, le Comité a souligné que le fonds africain pour la jeunesse devait donner la priorité à la création d'emplois, à la formation et aux activités culturelles. Il a proposé une modification du paragraphe 48 du document, concernant les critères d'octroi des prêts pour inclure non seulement les coopératives, les organisations et les groupements de jeunes, mais également des particuliers. Il a insisté sur la nécessité de mettre au point des programmes en faveur des jeunes filles et de la santé des jeunes.

109. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

#### Programme de gestion pour le développement pour les années 90 [Point 7 b) de l'ordre du jour]

110. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants à la réunion ont examiné le document E/ECA/CM.19/11 (Programme stratégique pour le développement de la gestion en Afrique dans les années 90). Le Comité a noté que ce programme était le résultat des travaux d'une importante conférence internationale organisée par la CEA en mars 1993 et co-parrainée par le PNUD, le Secrétariat du Commonwealth, la Fondation Ford et le Ministère norvégien des affaires étrangères. Cent participants avaient pris part à cette conférence, y compris des ministres et des hauts fonctionnaires africains occupant



des positions clefs dans la gestion du développement, des représentants du secteur privé, d'ONG, d'OIG, d'associations régionales et sous-régionales, d'institutions et d'organismes internationaux, ainsi que des universitaires africains et étrangers. Le Comité a noté que le Programme stratégique était fondé sur l'évaluation d'une expérience de 30 ans dans le domaine de la gestion du développement en Afrique, compte tenu des nouveaux défis et des priorités en matière de développement ainsi que des réalités et de la situation mondiales et régionales.

111. Le Comité a fait observer que le Programme stratégique pour le développement de la gestion en Afrique mettait l'accent sur dix domaines considérés prioritaires dans l'optique du développement de la gestion, à savoir l'amélioration du processus de prise de décisions dans le secteur public, l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de la fonction publique, la moralisation de l'administration publique et le renforcement des mécanismes de responsabilisation, le renforcement des capacités de mobilisation des ressources et le renforcement des moyens de gestion financière des pouvoirs publics africains, la réforme du secteur des entreprises publiques (amélioration des résultats des entreprises et privatisation), la promotion de la capacité de création d'entreprise et du développement du secteur privé, le renforcement de la participation effective des populations au développement et à l'administration des affaires publiques, la décentralisation en vue d'un développement durable, l'amélioration des compétences des femmes pour qu'elles puissent participer activement à la gestion du développement, et l'utilisation optimale des techniques de l'information dans l'administration publique africaine.

112. Le Comité a constaté que le Programme stratégique énumérait un certain nombre de conditions nécessaires pour la promotion de la capacité de création d'entreprises et le développement du secteur privé en Afrique, entre autres, la stabilité politique, une gestion économique saine, une fonction publique efficace, la promotion des investissements, la mise en place de capacités institutionnelles pour l'élaboration et la coordination des politiques, des systèmes efficaces d'information sur la micro-économie et le comportement du marché, et le développement des marchés financiers. Un certain nombre de mesures visant à promouvoir le secteur non structuré, ainsi que les micro, petites, moyennes et grandes entreprises sont également énoncées dans le Programme. S'agissant du domaine prioritaire que constituait la participation de la population au développement et à l'administration des affaires publiques, le Comité a fait observer que le Programme mettait l'accent sur les responsabilités cruciales des ONG, des organismes bénévoles et des organisations populaires qui consistaient, entre autres, à contribuer à l'émergence de valeurs et d'institutions démocratiques, à protéger les droits de l'homme, à édifier la société civile, à sensibiliser et à mobiliser la communauté internationale, à appuyer les autorités démocratiquement constituées en cas de tentative de coup d'Etat militaire et à garantir l'intégrité, le respect de l'obligation de rendre compte et la transparence dans le secteur public.

113. Le Comité souscrivait à la philosophie à la base du Programme stratégique pour le développement de la gestion en Afrique selon laquelle ni les gouvernements, ni les entrepreneurs, ni les organismes bénévoles ne pouvaient à eux seuls résoudre le problème que posait la revitalisation socio-économique de l'Afrique. Le Comité a reconnu que les stratégies antérieures qui privilégiaient un seul groupe d'agents devraient être remplacées par une nouvelle approche qui mettrait l'accent sur le rôle que pouvait jouer chaque agent et sur l'interdépendance des différents agents. Dans l'esprit de cette philosophie, faisaient partie des agents nationaux incluaient les gouvernements, le monde des affaires, les populations et leurs organisations et ONG, les établissements d'enseignement supérieur, et les centres de formation et de recherche. Au nombre des agents extérieurs figuraient les gouvernements, les sociétés transnationales et les investisseurs, les institutions multilatérales et les ONG internationales.

114. Le Comité a approuvé le Programme stratégique et exhorté la CEA à assurer la coordination d'ensemble de ses activités afin qu'il soit exécuté d'une manière efficace. A cet effet, le Comité a préconisé le renforcement de la capacité de la Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la CEA, y compris le projet SAPAM. Le Comité a également engagé la CEA à coordonner et à superviser l'exécution du Programme, en coopération avec les organisations régionales, notamment l'OUA et la BAD, ainsi qu'avec les organisations sous-régionales et les associations professionnelles, et de faire rapport à la Conférence tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans l'exécution du Programme.

115. Le comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Préparatifs à la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 : Position africaine sur les questions dont est saisie la Conférence [point 7 c) de l'ordre du jour]

116. Le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.19/12 et E/ECA/CM.19/12/Add.1 sur les : "Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994: Position commune africaine sur les questions dont est saisie la Conférence".

117. Le Comité a fait la genèse de la Conférence internationale sur la population et le développement prévue au Caire en 1994. Les travaux préparatoires de la région africaine avaient commencé avec la troisième Conférence africaine sur la population, qui a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 7 au 12 décembre 1992. Le Comité a rendu hommage au gouvernement du Sénégal pour avoir accueilli cette Conférence, ainsi qu'aux pays et organisations qui avaient fait des contributions financières.

118. Le Comité a fait valoir que la tenue de conférences décennales sur la population et le développement était non seulement traditionnelle mais offrait aussi l'occasion d'examiner la situation et les tendances, de prendre des mesures appropriées et de parvenir à une unité de vues sur les questions de population et de développement. Il a fait remarquer qu'il fallait accorder toute l'attention voulue non seulement au SIDA mais également à d'autres maladies sexuellement transmissibles. Il importait aussi mettre l'accent sur la santé et la qualité de vie. Il convenait de noter que l'application et le financement de programmes en matière de population et de développement socio-économique incombaient en premier lieu aux gouvernements africains, l'aide internationale étant censée compléter cet effort. Le Comité a insisté sur l'importance de l'espacement des naissances pour la santé des mères et des enfants, dans le cadre global du développement.

119. Le Comité a noté que la Déclaration de Dakar/Ngor, adoptée par la troisième Conférence africaine sur la population, contenait un certain nombre de recommandations aux gouvernements africains concernant la population, la croissance socio-économique et le développement viable, la famille, la fécondité et la planification de la famille, la mortalité, la morbidité et le SIDA, l'urbanisation, la migration et l'aménagement du territoire, les réfugiés et les personnes déplacées, l'intégration de la femme dans le développement, les enfants, la jeunesse, la collecte et l'analyse des données, la diffusion de l'information, la formation et la recherche, l'information, l'éducation et la communication. D'autres recommandations s'adressaient aux organisations privées et non gouvernementales, aux groupements sous-régionaux et régionaux, à la CEA, au FNUAP, à la Banque mondiale, à l'OUA et à la BAD.

120. Par ailleurs, le Comité a pris note des objectifs fixés pour le taux d'accroissement démographique en Afrique, lequel devrait être abaissé à 2,5% d'ici à l'an 2000 et à 2% d'ici à l'an 2010. Les autres objectifs énoncés pour l'an 2000 étaient les suivants: l'espérance de vie à la naissance devrait atteindre 55 ans pour la région de l'Afrique; la mortalité infantile devrait descendre en dessous de 50 pour 1000, la mortalité juvénile en dessous de 70 pour 1000 et la mortalité liée à la maternité devrait être réduite de moitié. Le but en matière d'utilisation de méthodes contraceptives était un taux d'utilisation des contraceptifs de 20% d'ici à l'an 2000 et de 40% d'ici à 2010.

121. Le Comité s'est félicité de l'attention donnée aux questions d'urbanisation et de migration dans la Déclaration. Il a apprécié à sa juste valeur le courage dont les gouvernements ont fait preuve en fixant des objectifs. Certains membres du Comité ont été d'avis que les objectifs étaient quelque peu ambitieux et que leur réalisation pourrait se révéler difficile d'ici à l'an 2000. Il a été souligné que la pauvreté et d'autres problèmes sociaux comme l'analphabétisme, causes profondes du sous-développement socio-économique, méritaient aussi une attention sérieuse.

122. Le Comité a noté que la Déclaration comportait une section sur la mobilisation des ressources nécessaires à l'application de ses recommandations et qu'il y été demandé de créer un mécanisme de suivi de son application.

123. Le Comité a demandé que l'on renforce la section sur les principes et objectifs de la Déclaration de Dakar/Ngor, en ne se bornant pas à reconnaître la participation de la femme à tous les secteurs de la production mais en l'institutionnalisant dans les faits. S'agissant de la question de la mobilisation des ressources, le Comité a recommandé qu'elle soit développée de façon à refléter la nécessité pour les gouvernements de planifier de manière adéquate et de prévoir des allocations budgétaires suffisantes, en accord avec les priorités nationales des programmes de population et de développement.

124. Le Comité a souligné la nécessité de prendre en considération la dynamique et les tendances de la population dans la planification à long terme du développement. Il a recommandé d'utiliser les données disponibles et les conclusions des travaux de recherche dans la planification du développement socio-économique. A cet égard, il a demandé que l'IFORD et le RIPS soient renforcés en tant qu'institutions africaines de formation et de recherche en matière de population ayant un rôle à jouer dans les services consultatifs, la collecte et l'analyse de données.

125. Le Secrétaire exécutif de la CEA s'est déclaré sensible à l'importance attachée par les Etats membres aux questions de population. Il leur a demandé instamment de soutenir l'IFORD et le RIPS et a lancé un appel à la Conférence pour qu'elle prenne la décision d'appuyer ces institutions. Il a ensuite fait part du souci que causait la réduction des ressources extrabudgétaires destinées aux activités de la CEA en matière de population. Il a également noté avec inquiétude que le FNUAP limitait son financement aux activités de planification familiale, à l'exclusion d'autres questions importantes telles que la migration, l'urbanisation et la pauvreté, qui revêtaient le même intérêt pour le développement socio-économique de l'Afrique. Le Comité partageait avec le Secrétaire exécutif l'espoir que le FNUAP et d'autres donateurs répondraient aux besoins de l'Afrique en matière de population.

126. Etant donné l'importance qu'il attache à la Conférence internationale sur la population et le développement, prévue pour 1994, le Comité a recommandé d'adopter la Déclaration de Dakar/Ngor avec la résolution qui y est annexée comme position commune africaine au Caire en 1994. Il a également approuvé le mécanisme de suivi proposé pour l'application de la Déclaration, lequel devrait être un comité de suivi à composition non limitée dont les membres essentiels seraient les Etats membres du Comité préparatoire de la troisième Conférence africaine sur la population.

127. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Préparatifs du Sommet social mondial de 1995 [point 7 d) de l'ordre du jour]

128. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/13 intitulé "Préparatifs du Sommet mondial sur le développement social de 1995" conformément à la résolution 47/92 du 16 décembre 1992 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies et dans laquelle il a été décidé de convoquer un Sommet mondial sur le développement social au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, au Danemark au début de 1995. Le Comité a félicité le secrétariat pour la qualité du document et les propositions qui y sont contenues. Il a noté que les commissions régionales ont été priées d'inscrire le Sommet mondial sur le développement social à leur programme de travail pour 1993 et d'établir un rapport de synthèse qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Le Comité a souligné la nécessité de limiter le nombre de questions examinées durant le Sommet afin que l'accent puisse être mis sur les questions les plus cruciales et les plus fondamentales, par exemple la réalisation des objectifs humains fondamentaux (éducation, soins de santé primaires et approvisionnement en eau salubre, élimination de la malnutrition); la réduction de la pauvreté; l'accroissement des possibilités d'emploi productif et la génération de revenus; et la promotion de la stabilité et de la cohésion sociales.

129. Le Comité a également souligné la nécessité pour les Etats membres de : a) participer activement aux activités préparatoires du Sommet mondial, en particulier aux réunions du Comité préparatoire créé par l'Assemblée générale et b) d'adopter une position commune lors du Sommet.

130. Le Comité a en outre décidé que la position commune africaine sur les questions qui seront soumises au Sommet mondial serait formulée avant la réunion en 1994 de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain qui servirait de réunion préparatoire régionale au Sommet. Le Comité a également prié le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'établir, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales africaines, la documentation nécessaire à la réunion, notamment un projet de position commune africaine sur les questions dont le Sommet serait saisie. Le Comité a également prié le Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre la Position commune africaine à la première réunion du Comité préparatoire du Sommet, prévue en 1994.

131. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain [point 7 e) i) du jour]

132. Le Comité a, au titre de ce point de l'ordre du jour, examiné le document E/ECA/CM.19/25 intitulé "Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain".

133. Le Comité a remercié le secrétariat de ses efforts pour appeler l'attention des pays africains sur les incidences potentielles des résultats des négociations d'Uruguay en cours sur l'avenir du système commercial international et, surtout, sur le commerce extérieur de l'Afrique. Le Comité a cependant regretté que de tels efforts n'aient pas consisté également à aider les pays africains à formuler des positions communes sur les questions clef d'intérêt commun, ce qui aurait pu renforcer leur pouvoir de négociation durant la phase clef de l'opération.

134. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le fait que l'Afrique était souvent marginalisée dans les négociations multilatérales capitales en partie parce que certains pays africains ne sont pas suffisamment préparés et/ou parce que les délégations africaines n'avaient pas une position cohérente au cours de telles négociations. Le Comité a demandé à la Commission économique pour l'Afrique, agissant en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement, d'aider les pays africains à formuler et à élaborer des stratégies pour que leur participation aux négociations multilatérales soit efficace.

135. Au sujet des négociations multilatérales d'Uruguay en cours, le Comité a noté qu'il s'agissait de la série de négociations la plus ambitieuse et la plus complète jamais entreprise dans l'histoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dès lors qu'elles portaient non seulement sur les questions dont s'occupait traditionnellement le GATT telles que les tarifs, mais aussi sur des domaines de la politique commerciale qui, jusque-là, ne relevaient pas de cette organisation, tels que l'agriculture, les textiles et les vêtements, les mesures non tarifaires ainsi que les services, les droits de propriété intellectuelle et les mesures d'investissement relatives au commerce. Les résultats de la série de négociations auraient donc des incidences profondes sur le système commercial international et, partant, sur l'environnement dans lequel se déroulerait le commerce extérieur des pays africains.

136. Le Comité a noté avec préoccupation que les négociations d'Uruguay, qui tiraient à leur fin, étaient axées sur les intérêts des principaux acteurs, les pays industrialisés, alors que les questions concernant les pays africains et les pays en développement en général avaient été reléguées à l'arrière plan. De ce fait, l'Acte final des négociations d'Uruguay pourrait mettre l'accent sur les intérêts des pays industrialisés et

accorder moins d'importance à ceux des pays en développement, ce qui se traduirait par l'émergence d'un système commercial international inéquitable.

137. Le Comité a noté qu'au moment où la plupart des pays africains s'employaient à appliquer des réformes allant dans le sens de l'économie de marché et à libéraliser leur économie, y compris par l'ouverture de leur secteur agricole aux importations, l'accès aux marchés des pays industrialisés devenait plus en plus difficile. Le Comité a, par conséquent, demandé aux pays africains de faire preuve de pragmatisme dans leurs politiques de libéralisation du commerce.

138. Le Comité a souligné l'importance des négociations d'Uruguay en cours pour l'Afrique et leurs incidences sur le commerce africain. A cet égard, il a chargé la Commission économique pour l'Afrique d'évaluer, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'impact que les résultats des négociations auraient sur les économies africaines aux niveaux sectoriel et national. Le secrétariat de la CEA a été expressément invité à entreprendre des études pour déterminer a) les incidences des négociations d'Uruguay sur différents secteurs des économies africaines et b) l'impact de l'entrée en vigueur de l'Acte relatif au marché commun unique. Le Comité était, d'autre part, d'avis qu'il était nécessaire d'aider les pays africains à élaborer les stratégies et les politiques dont ils avaient besoin pour faire face aux changements qui interviendraient dans le système commercial international à la suite des négociations d'Uruguay. Il a décidé d'adopter une Déclaration exprimant les préoccupations des pays africains au sujet de leur virtuelle exclusion des discussions sur les questions les plus importantes abordées dans le cadre des négociations d'Uruguay.

139. Le Comité a noté que les pays africains pouvaient certes bénéficier d'un système commercial international ouvert, mais il n'était pas sûr que l'Afrique tirerait parti de sa participation au système commercial multilatéral qui résulterait des négociations. A cet égard, du fait de sa position vulnérable, l'Afrique avait besoin d'un traitement spécial et de préférences, et notamment de périodes transitoires d'ajustement plus longues qui lui permettraient d'appliquer des réformes structurelles profondes en vue d'accroître son efficacité économique et sa productivité et d'intégrer son économie dans le système économique mondial.

140. Tout en reconnaissant que la prestation des économies africaines après les négociations d'Uruguay dépendrait dans une large mesure des politiques et programmes que les pays africains seraient disposés à adopter en vue de transformer leur économie et de l'intégrer dans l'économie mondiale, le Comité a affirmé l'importance d'un système commercial international ouvert pour le processus de développement de l'Afrique.

141. Dans ce même contexte, le Comité a soulevé la question de la Convention de Lomé IV et souligné qu'il était nécessaire que les pays africains membres du Groupe ACP soient bien préparés pour le prochain examen à mi-parcours de l'application de la Convention de Lomé IV. Cet examen se déroulerait dans le contexte de l'entrée en vigueur de l'Acte relatif au marché européen unique qui modifierait considérablement l'environnement dans lequel les dispositions de la Convention seraient appliquées et allait servir de cadre de négociation pour la Convention de Lomé V, au cas où il y aurait une suite à Lomé IV. Le Comité a exhorté la Commission économique pour l'Afrique, agissant en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et le secrétariat de l'ACP, à aider les pays africains à se préparer convenablement pour l'examen à mi-parcours et, en particulier, à formuler des positions communes pour les négociations sur les questions clefs à l'ordre du jour de l'examen.

142. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Transformation de l'infrastructure et des structures [point 7 f) de l'ordre du jour]

i) Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

143. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/14 intitulé "Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique". Il s'est inquiété de la situation de ce document qui, selon la procédure, aurait dû être examiné tant par la Conférence des ministres africains des transports et des communications que par la Conférence des ministres africains de l'industrie avant d'être soumis au Comité technique préparatoire plénier. Toutefois, il a noté que les Ministres des transports et des communications ainsi que le Comité des Dix de la deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique avaient déjà entériné le document et, par conséquent, la Conférence des ministres africains de l'industrie l'approuverait certainement à sa onzième réunion prévue en mai 1993. Le Comité comptait examiner le rapport consolidé à sa réunion en 1994.

144. Le Comité a souligné la nécessité qu'il y a à harmoniser et à coordonner les programmes des deux décennies et a insisté sur le fait que cette harmonisation devrait être élargie de manière à englober d'autres programmes connexes de développement, notamment l'instauration d'un environnement propice pour les opérateurs économiques.



145. Notant qu'il existait déjà des domaines de convergence entre les programmes des deux décennies au niveau des objectifs, des stratégies et projets, le Comité a indiqué qu'il était nécessaire de faire du cadre institutionnel le quatrième domaine de convergence entre les programmes des deux décennies.

146. Le Comité s'est déclaré préoccupé par la création d'autres institutions telles que les nouveaux centres de R-D dans le cadre de l'exécution des programmes de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA, eu égard aux difficultés financières qui pourraient se poser. Il a souligné que certaines des activités envisagées pourraient être mieux réalisées par des entreprises et institutions privées.

147. Le Comité a noté les domaines dans lesquels la CNUCED a fourni une assistance au cours de la phase préparatoire de la deuxième UNTACDA et s'est félicité de la volonté de la CNUCED de participer aux activités des mécanismes de coordination des programmes de la deuxième DDIA et de la deuxième UNTACDA. Le Comité a pris note des activités et des mécanismes de coordination déjà mis en place dans certains Etats membres en vue d'assurer la coordination de la mise en oeuvre de la deuxième DDIA et de la deuxième UNTACDA et il a exhorté les pays qui ne l'avaient pas encore fait à leur emboîter le pas.

148. Le Comité a en outre noté que tous les projets entrant dans les programmes des deux décennies étaient prioritaires. Toutefois, la méthode adoptée pour le choix des projets était souple et c'est pourquoi il conviendrait que ces projets soient revus tous les deux ou trois ans. A cet égard, il a été fait observé que le Comité des Dix de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et le Comité de coordination interinstitutions de la deuxième Décennie pour les transports et les communications en Afrique étaient les mieux indiqués pour réviser ces projets aux fins de la coordination et de l'harmonisation.

149. Le comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

ii) Rapport sur la Fondation africaine pour la recherche et le développement qu'il est envisagé de créer (AFRAND)

150. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/15 et a pris note du rapport sur l'initiative de l'Académie africaine des sciences (AAS) et du Centre international pour la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) tendant à créer la Fondation africaine pour la recherche et le développement (AFRAND) ainsi que sur la raison d'être, les objectifs, la gestion, le programme et les modalités de financement de la Fondation.

151. Le Comité a noté que les deux organisations parrainant la création de AFRAND avaient fait faire une étude de pré faisabilité qui avait indiqué qu'il y avait un intérêt et un soutien considérables pour la fondation. Cependant, une étude de faisabilité complète était demandée par un bon nombre des parties avec lesquelles on était entré en rapport. L'étude de faisabilité avait été commencée en 1992 et les résultats seraient connus sous peu. La Fondation était créée en tant que fonds qui appuierait les efforts en matière de commercialisation de résultats (de la recherche) la science et la technique.

152. Le Comité a noté que la Fondation mettait l'accent sur l'élément "développement" de la recherche-développement. AFRAND était une entreprise visant à financer la science et la technique en fournissant un capital de lancement et des capitaux de risque pour faire en sorte que les résultats prometteurs de la recherche débouchent sur des produits technologiques et des services sociaux.

153. Le Comité a fait observer qu'il n'existait pas dans la région de fondation ni de fonds fournissant un appui exclusif à la commercialisation des résultats de la science et de la technique. Il a aussi noté que la science et la technique étant un impératif pour le développement de la région, il était demandé à la Conférence des ministres de la CEA d'approuver l'idée d'AFRAND en tant que moyen de promouvoir et de renforcer l'application de la science et de la technique aux fins du développement en Afrique.

154. Le Comité s'est félicité de l'initiative tendant à créer la Fondation AFRAND. Il s'est toutefois demandé s'il était indiqué de créer cette fondation à un moment où un grand nombre d'institutions d'institutions techniques connaissaient des difficultés financières et de gestion et que ces institutions faisaient l'objet d'une rationalisation.

155. Le Comité a par conséquent pris note du rapport, donné son appui à l'idée d'AFRAND et demandé aux promoteurs de poursuivre avec l'étude de faisabilité et de faire rapport à la prochaine réunion de la Conférence.

Promotion de la femme en Afrique : Rapport intérimaire sur la création de la Fédération africaine des femmes-entrepreneurs et de la banque africaine pour les femmes et sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale pour la femme [point 7 g) de l'ordre du jour]

157. Au titre de ce point de l'Ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/16. Il a noté que ce document faisait suite à la Résolution 736(XXVII) intitulée "La femme et l'accès aux ressources au cours des années 1990" adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en avril 1992 et qui faisait donc le point sur les différentes recommandations contenues dans cette résolution ainsi que sur l'état des

préparatifs de la Conférence mondiale sur les femmes. Le Comité a pris note des efforts déployés et des progrès réalisés aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de la création d'une fédération africaine des femmes-entrepreneurs. Il a approuvé la proposition tendant à créer la fédération.

158. S'agissant de la question relative à la création d'une banque africaine pour les femmes, le Comité a pris note d'une étude de préfaisabilité effectuée par le secrétariat de la CEA et soumis comme additif au document. Le Comité a accepté le principe d'une Banque africaine pour les femmes mais a recommandé que la CEA entreprenne des études bien documentées et détaillées sur la question de façon à avoir une étude de faisabilité exhaustive. L'étude serait examinée par la Conférence des ministres africains des finances qui détermineraient les structures et le mode de fonctionnement de la banque.

159. Le Comité a exhorté le secrétariat à faire très attention en définissant les objectifs de la banque compte tenu des difficultés qu'il pourrait y avoir à mobiliser des ressources financières en faveur de la banque. Le Comité a demandé que l'étude de faisabilité porte, entre autres sur les questions suivantes : Souscription à la banque proposée et parrainage de celle-ci; arrangements institutionnels y compris la possibilité d'affiliation à des banques régionales ou sous-régionales et accès aux ressources financières de la banque.

160. Le Comité a estimé que l'étude de faisabilité devrait tenir compte des approches novatrices adoptées dans d'autres régions du monde en ce qui concerne la garantie. Il a aussi souligné l'importance qu'il y avait à examiner la question de la propriété et des titres fonciers, qui a dans une très grande mesure entravé l'accès des femmes au crédit.

161. Quant à la question portant sur la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Comité a pris note du Rapport sur ses préparatifs au niveau africain. Le Comité a aussi noté que la CEA comptait organiser en 1994 sa cinquième Conférence régionale qui servirait aussi de réunion préparatoire à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Le Comité a également pris note des mesures requises durant la phase préparatoire aux niveaux national, régional et international ainsi que les stratégies pour inscrire à l'ordre du jour de la Conférence mondiale, les questions préoccupant les femmes africaines.

162. Le Comité a pris note de l'offre de coopération faite par le PNUD, la Banque mondiale et le réseau "African Women's Development and Communications Network (FEMNET)" à la CEA, à la BAD et à l'OUA durant le processus préparatoire de la Conférence. Le Comité a également souligné la nécessité pour l'Afrique d'adopter une position commune sur les questions dont la Conférence mondiale serait saisie.

163. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA [point 7 h) de l'ordre du jour]

164. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/17 intitulé "Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA" qui a été élaboré en application de la résolution 726 (XXVII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa dix-huitième réunion, dans laquelle il était notamment demandé au Secrétaire exécutif, agissant en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA, "d'entreprendre un examen approfondi des problèmes et contraintes rencontrés par les institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique et de formuler ultérieurement des propositions concrètes visant à atténuer la gravité de leurs divers problèmes, ainsi que d'envisager des options telles que la fusion de certaines de ces institutions".

165. Bien que le Comité ait appuyé un bon nombre des recommandations contenues dans le rapport, il est apparu que ces recommandations n'étaient pas étayées par des justifications suffisantes pour que le Comité les approuve. Par conséquent, le Comité a unanimement demandé qu'un réexamen approfondi du sujet soit entrepris par le secrétariat en collaboration avec l'OUA, les pays hôtes des institutions parrainées par la CEA et avec ces dernières. L'objectivité et l'efficacité dont font preuve les institutions en ce qui concerne la mise en oeuvre du Traité d'Abuja, le respect de la répartition géographique équitable des institutions et le degré d'engagement des pays hôtes à l'égard des institutions devraient constituer certains des critères à observer pour les recommandations de l'étude proposée. Dans la mesure des possibilités, les recommandations de la nouvelle étude proposée devraient se fonder sur une analyse des coût-bénéfices. Les résultats de cette étude devraient être examinés par le Comité spécial mis en place par la Conférence en 1983, comprenant les représentants de l'Algérie, du Bénin, du Botswana, du Cameroun, de l'Egypte, de la Guinée, du Kenya, du Nigéria, du Zaïre et de la Zambie, qui avait établi un rapport sur la rationalisation des institutions à cette époque.

166. Il a été reconnu qu'un problème de communication pouvait exister entre les institutions parrainées par la CEA et les organismes de financement. A cet égard, le Comité a encouragé le secrétariat commun BAD/CEA/OUA à étudier les voies et moyens de renforcer la coopération et la collaboration entre les institutions régionales et sous-régionales africaines et les organismes de financement afin d'intensifier la coopération et l'intégration régionales dans la région africaine.

167. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA [point 7 i) de l'ordre du jour]

168. Le Comité a examiné le document E/ECA/19/18 intitulé : "Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA". Il a félicité la CEA pour son initiative de créer ce Groupe dont les services venaient à leur heure et répondaient à un besoin. Il a toutefois fait observer que les Etats membres n'étaient pas très au courant de l'existence de ce Groupe et a par conséquent suggéré qu'une table ronde soit organisée en vue de présenter le Groupe aux Etats membres de façon à ce qu'ils puissent connaître les domaines où il intervenait.

169. Le Comité a noté que c'étaient les Etats membres qui étaient les bénéficiaires principaux des services du Groupe consultatif, mais ces services devraient aussi être étendus aux institutions parrainées par la CEA et l'OUA, aux MULPOC, aux OIG et même aux ONG. Dans ce cadre, les services du Groupe seraient nécessaires pour renforcer les MULPOC qui étaient plus proches des pays et où la dimension multisectorielle des projets serait mieux cernée. Le Groupe devrait aussi travailler étroitement avec les institutions spécialisées des Nations Unies pour coordonner leurs activités. Dans ce cadre, les activités du Groupe devraient spécialement être coordonnées avec celles des équipes techniques du FNUAP. Le Comité a déploré l'absence au sein du Groupe de spécialistes pour les activités en matière de population et a félicité le FNUAP qui a indiqué qu'il était disposé à apporter sa coopération pour renforcer le Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA en ce domaine.

170. Le Comité a aussi demandé que les domaines où le Groupe consultatif devrait intervenir en priorité soient élargis pour englober le relèvement, la reconstruction, la conservation de l'environnement, le transfert de la technologie et la coopération multilatérale.

171. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

**CINQUIEME PARTIE. QUESTIONS CONCERNANT LES ORGANES STATUTAIRES**

Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission [point 8 a) de l'ordre du jour]

172. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/19 intitulé "Nouvelle structure proposée pour le mécanisme intergouvernemental de la Commission".

173. Le Comité a félicité le secrétariat pour les propositions soumises pour examen et approbation. Il a noté que la structure proposée permettait de réduire considérablement le nombre d'organes délibérants et subsidiaires de la Commission grâce au regroupement des conférences autour de thèmes spécifiques. Cette approche devrait contribuer énormément à rationaliser la programmation et la préparation des conférences et des réunions. Le Comité a également noté que la nouvelle structure visait à éviter le double emploi et les chevauchements des réunions, ainsi qu'à les espacer, permettant ainsi aux gouvernements d'économiser sur les coûts occasionnés par les réunions fréquentes.

174. Le Comité a demandé instamment que l'ordre du jour des réunions cerne avec plus de précision les thèmes choisis, que les réunions durent le moins longtemps possible et que les documents soient envoyés aux Etats membres assez tôt pour que les services gouvernementaux des pays puissent les consulter et les examiner comme il convient, afin que les délégations puissent véritablement prendre une part active aux réunions des organes.

175. Le Comité a engagé le secrétariat à veiller à ce que les fonctions des nouvelles conférences ministérielles soient clairement définies et leurs mandats parfaitement expliqués aux gouvernements. Il a recommandé que les diverses conférences des ministres chargées de questions générales mais reliées entre elles soient dénommées "conférences des ministres sur des questions thématiques" pour les distinguer de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social, qui traite des questions de développement dans son ensemble. Le Comité a en outre noté que les organes pouvaient être convoqués en sessions extraordinaires si besoin était, en particulier lorsqu'il était nécessaire de définir une position commune sur une question de grande importance.

176. Le Comité a approuvé les propositions de restructuration du mécanisme intergouvernemental de la Commission telles que contenues dans le document modifié.

177. Le Comité a pris note du document et a approuvé les propositions qui y figuraient en tenant compte des observations susmentionnées

Questions soumises par des organes subsidiaires et sectoriels de la Commission qui appellent une décision de la Conférence des ministres [point 8 b) de l'ordre du jour]

178. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/20 intitulé "Questions soumises par des organes subsidiaires et sectoriels de la Commission qui appellent une décision de la Conférence des ministres". Il a examiné les résolutions et décisions adoptées par les organes subsidiaires et sectoriels ci-après de la Commission qui ont tenu des réunions depuis la dernière session de la Commission : la Conférence des

ministres africains chargés des télécommunications; la troisième Conférence africaine sur la population; la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique; la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification; le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement; le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme dans le développement et le Comité technique du Système panafricain d'information pour le développement.

179. Le Comité a également pris note des résolutions portées à son attention par la deuxième réunion des comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC de Lusaka et de Gisenyi.

180. Le représentant du Nigéria a fait allusion au paragraphe 6 a) de la résolution sur le Système régional africain de télécommunications par satellite (RASCOM) adoptée par la Conférence des ministres chargés des télécommunications, qui soulignait que la Conférence avait décidé d'établir le siège de l'Organisation RASCOM à Abidjan (Côte d'Ivoire). Il a indiqué que le Nigéria avait émis des réserves concernant cette décision et a demandé que ces réserves soient réaffirmées dans le présent rapport du Comité comme suit :

Début de citation :

- "i) La proposition du Comité d'évaluation n'était fondée sur aucun indice ni sur des données scientifiques ainsi qu'il avait été décidé par la réunion; il serait par conséquent difficile de convaincre le Gouvernement nigérian du bien-fondé de cette décision finale. Sur la base des propositions publiées et des critères communiquées à tous les pays, il va sans dire que le Nigéria avait fait la meilleure offre;
- ii) Aucun rapport n'a été présenté à la réunion sur la manière dont le Comité était parvenu à cette décision;
- iii) Il est évident que les considérations techniques et commerciales qui assureraient la viabilité du RASCOM pour l'Afrique, avaient été ignorées lors de la prise de cette décision; il est également regrettable que l'offre du Président de la République fédérale du Nigéria et Président en exercice de l'OUA d'accueillir le siège du RASCOM ait été rejetée. Il s'agit là d'un fait sans précédent dans l'histoire de l'Afrique; Il semble donc qu'il y ait eu une discrimination à l'encontre du Nigéria;

- iv) Compte tenu de ce qui précède, le Nigéria émet des réserves quant à cette décision."

Fin de citation.

181. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

## **SIXIEME PARTIE. PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE DE LA COMMISSION**

### **Plan à moyen terme 1992-1997: Première révision [point 9 a) de l'ordre du jour]**

182. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/21 intitulé "Plan à moyen terme 1992-1997: Première révision".

183. Le Comité a noté qu'à l'issue de la dix-septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, le Comité du programme et de la coordination (CPC) avait examiné les révisions proposées au programme 30: coopération régionale pour le développement en Afrique et avait demandé au Secrétaire général de proposer de nouvelles révisions au programme à la lumière des conclusions de la dix-septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA en tenant compte particulièrement des recommandations de cette réunion sur les domaines de priorité du programme de travail de la Commission.

184. Le Comité a également noté que le Plan révisé était fondé sur un regroupement de domaines prioritaires connexes autour de thèmes constituant des sous-programmes particuliers afin d'utiliser au maximum l'approche multisectorielle et multidisciplinaire pour résoudre les problèmes et centrer d'avantage le programme sur les domaines prioritaires.

185. Le Comité a estimé que l'orientation générale, les objectifs et la direction des divers sous-programmes étaient conformes aux priorités et préoccupations des Etats membres. Il a cependant demandé au secrétariat de continuer à travailler pour mieux centrer le programme afin d'assurer le maximum d'impact. Il a également exhorté la Commission à être plus active dans son rôle de conseiller sur les questions et les problèmes de développement.

186. Le Comité a pris note des premières révisions au Plan à moyen terme 1992-1997 telles que contenues dans le document.

187. Le Comité a pris note des document compte tenu des observations susmentionnées.



Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995 [point 9 b) de l'ordre du jour]

188. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/22 intitulé "Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995". Le Comité a noté que le programme avait été élaboré dans le cadre du Plan à moyen terme 1992-1997 adopté par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.

189. Le Comité a noté que le plan proposé comprenait les activités financées aussi bien sur le budget ordinaire des Nations Unies qu'à partir de ressources extrabudgétaires. Le Plan s'est concentré sur les facteurs requis pour soutenir le redressement, le développement et la transformation à long terme de l'Afrique, en prêtant une attention particulière aux mesures en vue de la mise en oeuvre des principaux programmes prioritaires, notamment le Traité d'Abuja instituant la création de la Communauté économique africaine; le Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique; et l'Agenda 21. Dans ce contexte, le plan traitait, entre autres, du problème de la dette et des questions relatives à la promotion d'un développement centré sur l'homme telles que le renforcement des capacités humaines; l'atténuation de la pauvreté; les femmes et le développement; et la participation populaire. Le plan mettra également l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion du développement dans les secteurs public et privé.

190. Le Comité a approuvé le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995 tel qu'il figure dans le document.

191. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Evaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique [point 9 c) de l'ordre du jour]

192. Le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.19/23 et E/ECA/CM.19/23/Summary sur l'évaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique.

193. Il a souligné la nécessité de renforcer la capacité de contrôle et d'évaluation de la Commission et convenu des objectifs de l'évaluation, à savoir: déterminer de façon aussi systématique et aussi objective que possible l'utilité, l'efficience, l'efficacité et l'incidence des activités de la CEA et permettre à la Commission d'examiner ces objectifs en vue d'accroître l'efficacité et l'incidence des sous-programmes et des activités eu égard aux orientations et aux priorités figurant dans le plan à moyen terme et dans le budget-programme.

194. Il a fait siennes les propositions contenues dans les documents et a en particulier prié le secrétariat de la CEA de faire en sorte que l'auto-évaluation au niveau des sous-programmes, l'évaluation approfondie au niveau du programme et les évaluations internes et externes ponctuelles soient efficacement effectuées afin de permettre aux Etats membres de suivre les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail et ordre de priorité de la Commission.

195. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

**SEPTIEME PARTIE. Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)**

Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) (point 10 de l'ordre du jour)

196. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/24 intitulé "Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)".

197. Il a noté que le FASNUDA représentait un effort collectif de la région tendant à accroître l'autosuffisance en matière de mobilisation de ressources pour soutenir le développement de l'Afrique par le biais des conférences de la Conférence des ministres de la CEA pour les annonces de contributions. Il a en outre noté que depuis sa création en 1977, le FASNUDA avait mobilisé des ressources financières d'un montant de 9,8 millions de dollars dont 7,9 avaient été décaissés, 1,9 million environ restant impayés. Il a invité instamment les Etats membres qui n'avaient pas encore versé leurs contributions à le faire le plus tôt possible.

198. Il a également noté que 38 projets avaient été financés au titre du FASNUDA durant les années 1991 et 1992. Les projets avaient porté sur les domaines ci-après : agriculture, industrie, femmes et développement, intégration économique, ressources naturelles, recherche et planification socio-économiques, population, Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) et transports, communications et tourisme.

199. Le Comité a en outre pris note du programme envisagé pour un montant de 4 millions de dollars pendant la période biennale 1994-1995. Les domaines prioritaires de ce programme étaient entre autres la

mise en valeur des ressources humaines, les ressources naturelles, l'environnement et l'énergie, l'amélioration de la planification stratégique à long terme, la coopération et l'intégration régionales, l'accroissement des capacités internationales pour la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

200. Le Comité a souligné que la pénurie de fonds au titre de l'aide internationale au développement devrait être considérée par les Etats membres comme un défi que la région devait relever et que cela offrait la possibilité d'une plus grande autosuffisance dans la mobilisation de ressources en faveur du développement sous-régional et régional pour lequel le FASNUDA pouvait jouer un rôle catalyseur. Aussi a-t-il lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils annoncent des contributions appréciables soit au fonds général qui pourrait servir à financer l'une quelconque des activités figurant dans les domaines prioritaires susmentionnés, soit au fonds spécifique qui représentait les contributions faites pour des programmes précis.

201. Le Comité a en outre souligné que quelque petits qu'ils soient, les efforts des Etats membres en matière d'annonces de contributions démontreraient la volonté de coopérer de l'Afrique à des actions collectives. Les annonces devaient être accrues pour qu'on puisse s'occuper des domaines qui étaient cruciaux pour la transformation socio-économique et le développement de l'Afrique et aussi réagir devant la réduction de l'assistance financière à l'Afrique.

202. Le Comité a prié le secrétariat de vérifier et de mettre à jour le solde impayé des contributions du Togo et du Nigéria au Fonds.

203. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

#### Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)

204. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a exhorté vivement le secrétariat de mieux faire en ce qui concerne la distribution des documents aux Etats membres, en particulier de ceux portant sur des questions sur lesquelles les gouvernements doivent prendre une position spécifique avant les réunions. A cet égard, les Etats membres ont été priés d'aider le secrétariat en désignant des interlocuteurs qui assureraient la liaison avec le secrétariat. Le Comité a fait observer qu'en plus de leur rôle de sources d'informations s'agissant des publications du secrétariat, de tels interlocuteurs pourraient constituer un système utile pour connaître la réaction des Etats membres. Il a prié le Secrétaire exécutif de se mettre en rapport avec les autorités compétentes dans les Etats membres pour la désignation de tels interlocuteurs.

205. Le secrétariat a informé le Comité des efforts qu'il déployait pour moderniser ses services de publication et pour rendre sa stratégie de communication plus efficace.

Date et lieu de la quinzième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 12 de l'ordre du jour)

206. Le Comité a pris acte du fait que, conformément à la pratique consistant à tenir la réunion de la Conférence des ministres à tour de rôle au siège de la CEA et dans les Etats membres une fois sur deux, la prochaine réunion de ladite Conférence devrait avoir lieu hors du siège. Aucune invitation n'ayant été reçue des Etats membres, il a laissé la question à l'appréciation de la Conférence des ministres.

para 34 could  
be amended as  
follows.

SANBPA



Reviewing the economic Policy measures  
Taken at the national level, the  
Committee deplored the adverse social  
effects of conventional SAPs and  
further noted the alarming unemployment  
rates even in countries where  
claims were made that some  
stability was nevertheless achieved ---  
The meeting also noted ---

N Bays